

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 821

4 novembre 1999

SOMMAIRE

Air-LB International S.A.H., Luxembourg	pages 39377, 39378, 39379
Alavita S.A., Junglinster	39392
Altena Holding S.A., Luxembourg	39395
Annabelle Holding S.A., Luxembourg	39403
Arilco S.A., Luxembourg	39398
Astrobal, Sicav, Luxembourg	39406
Balthazar Holding S.A., Luxembourg	39403
Calim International S.A.H., Luxembourg	39406
Cheyenne S.A., Luxembourg	39402
Clemence Holding S.A., Luxembourg	39404
Compagnie Internationale Financière S.A., Luxembourg	39407
Damien Holding S.A., Luxembourg	39402
European Money Market, Sicav, Luxembourg	39406
Faburea Holding S.A., Luxembourg	39408
FCP Multi Management S.A., Luxembourg	39362
GC Pan European Crossing Luxembourg II, S.à r.l., Luxembourg	39384, 39386
International Paint Association S.A.H., Luxembourg	39404
Interstek S.A., Luxembourg	39386, 39388
Isline S.A.H., Luxembourg	39403
KD Fonds	39365, 39374
(Helmut) Lang, S.à r.l., Luxembourg	39389, 39391
Lecod Investments S.A.H., Luxembourg	39404
Lloyds Americas Asset Management, Sicav, Luxembourg	39408
Lux Batico S.A., Remich	39381
Net Channel S.A., Luxembourg	39401
Nodlam S.A., Luxembourg	39401
No Limits Packaging S.A., Steinfort	39388
Norwem International S.A., Luxembourg	39381
Opacco Holding S.A., Luxembourg	39381
Out Overseas United Trust S.A.H., Luxembourg	39391, 39392
Sitaro S.A., Luxembourg	39405
Sofidel S.A.H., Luxembourg	39379
Sofipa S.A.H., Luxembourg	39379
Sogespriv Holding S.A., Luxembourg	39404
State Street Management (Luxembourg) S.A., Luxembourg	39376
Storebrand International Investment Fund, Fonds Commun de Placement	39402
Themalux S.A.H., Luxembourg	39405
Uzes S.A., Luxembourg	39405

FCP MULTI MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le vingt-trois septembre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1. DEXIA ASSET MANAGEMENT BELGIUM S.A., ayant son siège social à Bruxelles, ici représentée par Monsieur Francis Guillaume, conseiller de banque, demeurant à Tintigny (Belgique), en vertu d'une procuration délivrée à Bruxelles, le 22 septembre 1999.

2. DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., ayant son siège social à Luxembourg, ici représentée par Monsieur Francis Guillaume, prénommé, en vertu d'une procuration délivrée à Luxembourg, le 22 septembre 1999.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire de dresser les statuts d'une société dans les termes suivants:

Chapitre I^{er}. - Nom, siège social, objet et durée**Art. 1^{er}. Forme, Nom**

Il est formé par les présentes par les comparants et tous ceux qui pourraient devenir actionnaires par la suite une société ayant la forme d'une société anonyme organisée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg et les présents statuts. La société porte le nom de FCP MULTI MANAGEMENT S.A. (ci-après «la société»).

Art. 2. Siège social

Le siège social est établi à Luxembourg.

Le siège social peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration. Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre économique, social, politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. Objet

La société a pour objet la constitution, l'administration et la gestion d'un ou plusieurs fonds communs de placement (les «Fonds»), y inclus l'émission, le rachat ou l'échange des parts des différents compartiments pour le compte des Fonds.

La société se chargera de toute action en rapport avec l'administration, la direction et la promotion des Fonds. Elle pourra, pour le compte des Fonds, conclure des contrats, acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières, procéder à toutes inscriptions et tous transferts en son nom et au nom des tiers dans les registres d'actions ou d'obligations de toutes sociétés luxembourgeoises et étrangères; exercer pour le compte des Fonds et des propriétaires des parts des Fonds tous droits et privilèges en particulier, tous droits de vote attachés aux valeurs mobilières constituant les avoirs des fonds, cette énumération n'étant pas limitative, mais simplement énonciative.

La société peut aussi gérer ses propres avoirs et effectuer toutes opérations qu'elle estimera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social, sous réserve de l'observation de toutes les lois applicables.

Art. 4. Durée

La société est constituée pour une durée illimitée. La société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts.

Chapitre II. - Capital, actions**Art. 5. Capital social**

Le capital social est fixé à cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000,-), réparti en cinq mille (5.000) actions nominatives de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, entièrement libérées.

Art. 6. Augmentation ou réduction du capital social

Sans préjudice des dispositions de l'article cinq (5), le capital souscrit et autorisé de la société peut être augmenté ou réduit par décision des actionnaires dans les formes requises pour adopter un changement des statuts.

Art. 7. Actions

Les actions sont nominatives. Le conseil d'administration peut créer des certificats d'actions multiples.

Les actions sont librement cessibles entre actionnaires; elles ne peuvent être cédées entre vifs à des personnes non actionnaires qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des actionnaires représentant au moins les 3/4 du capital social.

Art. 8. Conseil d'Administration

La société est administrée par un conseil d'administration comprenant trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont élus par l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui déterminera leur nombre. Ils sont élus pour une période de six ans au plus et ils siégeront jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Ils sont rééligibles et peuvent être révoqués à tout moment, pour motif grave ou non, par décision de l'assemblée des actionnaires.

En cas de vacance d'une place d'administrateur pour cause de décès, de démission ou autrement, il pourra dans les conditions prévues par la loi, être procédé à la cooptation d'un nouvel administrateur pour combler cette vacance jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Art. 9. Réunions du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président. Il peut aussi choisir un secrétaire, administrateur ou non, qui aura la responsabilité de dresser les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président. Il doit se réunir chaque fois que deux administrateurs le demandent. Le président du conseil d'administration préside la réunion du conseil d'administration et les assemblées générales d'actionnaires. En cas d'empêchement de celui-ci, l'assemblée générale ou le conseil d'administration désignera un président de séance par vote à la majorité des personnes présentes à la réunion.

Les avis de convocation écrits sont envoyés à tous les administrateurs au moins 3 jours avant la date et l'heure fixées pour la réunion, à l'exception des cas d'urgence, auxquels cas l'avis de convocation indiquera le cas d'urgence. L'avis indique le lieu de réunion et contient l'ordre du jour.

Il peut être renoncé à la formalité de l'avis par accord écrit, par télégramme, télex ou télécopieur de chaque administrateur.

Aucun avis séparé n'est requis pour des réunions devant se tenir à des dates et endroits arrêtés antérieurement par décision du conseil d'administration.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner par écrit, par télégramme, télex ou télécopieur à un de ses collègues du conseil mandat pour le représenter aux réunions du conseil et y voter en son lieu et place.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si deux au moins de ses membres en fonctions sont présents ou représentés. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des voix présentes ou représentées. Au cas où lors d'une réunion du conseil, il y a égalité des voix pour et contre une décision, le président aura voix prépondérante.

De plus, lorsqu'il y a urgence et que le conseil d'administration se trouve dans l'impossibilité de se réunir, il pourra prendre ses décisions par écrit, à condition qu'une majorité d'administrateurs en fonctions y concourent. Dans ce cas, l'accord de ces administrateurs sera établi par leur signature apposée sur un document unique, ou sur plusieurs écrits séparés, ou par tout autre moyen.

La décision prise par la majorité des administrateurs qu'un état d'urgence, considéré pour l'interprétation du présent article, existe, sera définitive et liera les autres administrateurs.

Art. 10. Procès-verbaux des Réunions du Conseil d'Administration

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président de la réunion. Les mandats y sont annexés.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président.

Art. 11. Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale.

Art. 12. Délégation de Pouvoirs

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants, employés ou autres agents (personnes physiques ou morales), associés ou non, ou déléguer des pouvoirs spéciaux ou charger des agents ou personnes (physiques ou morales) choisis par lui, de fonctions permanentes ou temporaires.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 13. Représentation de la Société

A l'exception des délégations spéciales conférées par le conseil d'administration et sans préjudice des pouvoirs confiés dans le cadre de la gestion journalière, la société est engagée envers tous tiers par les signatures conjointes de deux administrateurs qui n'auront pas à justifier vis-à-vis des tiers d'une décision antérieure du conseil d'administration.

Les documents pour lesquels l'intervention d'un fonctionnaire ou d'un officier ministériel est requise, et spécialement la constitution de sociétés civiles ou commerciales, les procès-verbaux des réunions de ces sociétés, la renonciation à des droits réels, des gages, hypothèques, actions en rescision et pouvoirs ou procurations relatifs à de telles actions, sont valablement signés par deux administrateurs qui n'auront pas à justifier vis-à-vis des tiers d'une décision antérieure du conseil d'administration.

Art. 14. Commissaire aux Comptes

Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, actionnaires ou non. Les commissaires aux comptes sont nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre, pour une durée de leur mandat ne dépassant pas six ans. Les commissaires restent en fonction jusqu'à l'élection de leur successeur. Ils sont rééligibles et peuvent être révoqués à tout moment pour motif grave ou non par décision de l'assemblée générale.

Chapitre III.- Assemblées générales

Art. 15. Pouvoirs de l'Assemblée Générale

Toute assemblée générale des actionnaires de la société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la société. Sous réserve des dispositions de l'article 11 ci-dessus, elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, exécuter ou ratifier tous actes relatifs à des opérations de la société.

Art. 16. Assemblée Générale Annuelle

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit dans la Ville de Luxembourg, au siège social de la société ou à l'endroit indiqué dans les avis de convocation, le troisième jeudi du mois d'avril de chaque année à 10.30 heures.

Si ce jour est un jour férié bancaire à Luxembourg, la réunion a lieu le premier jour ouvrable bancaire suivant.

Art. 17. Autres Assemblées Générales

Le conseil d'administration ou le commissaire aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales. Une assemblée générale doit être convoquée si des actionnaires représentant un cinquième du capital de la société le demandent. Les assemblées générales, y compris l'assemblée générale annuelle peuvent se réunir à l'étranger, si, dans le jugement du conseil d'administration qui est sans appel, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 18. Procédure, Vote

Les assemblées générales sont convoquées par convocations faites en conformité avec les dispositions de la loi luxembourgeoise. Un avis énonçant l'ordre du jour sera envoyé par courrier, au moins 8 jours avant l'assemblée, à tout actionnaire à son adresse portée au registre des actionnaires.

Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour soumis à leur délibération, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation préalable.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par mandat, donné par écrit ou par télégramme, par télex ou par télécopieur. Le mandataire peut ne pas être lui-même actionnaire.

Le conseil d'administration peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour assister à l'assemblée générale.

Chaque action donne droit à une voix. Sauf en cas de modification des statuts, les décisions sont prises quel que soit le nombre d'actions réunies à l'assemblée, à la majorité des voix qui sont exprimées lors du vote. Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président de l'assemblée ou par deux membres du conseil d'administration.

Chapitre IV.- Année sociale, distribution des profits**Art. 19. Exercice social**

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de la même année. Le conseil d'administration dresse le bilan et le compte de pertes et profits. Il soumet ces documents, ensemble avec le rapport d'activités de la société, au moins un mois avant l'assemblée, au commissaire aux comptes qui rédigera un rapport contenant ses commentaires relatifs à ces documents.

Art. 20. Répartition des bénéfices

Sur les bénéfices annuels nets constatés par le bilan, il sera prélevé cinq pour cent pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint le dixième du capital social.

Sur recommandation du conseil d'administration, l'assemblée générale décide de l'affectation des résultats. Elle pourra décider d'affecter la totalité ou une partie des bénéfices à une réserve ou à une provision de réserve, de le reporter à l'année fiscale suivante ou de le distribuer aux actionnaires comme dividende.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions prévues par la loi luxembourgeoise. Il fixe le montant et la date de paiement d'un tel acompte.

Chapitre V.- Dissolution, liquidation**Art. 21. Dissolution, liquidation**

La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale votant dans les conditions de présence et de majorité prévues par la loi luxembourgeoise et par les statuts en matière de modifications aux statuts ne touchant pas à l'objet ou à la forme de la société. Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Chapitre VI.- Loi applicable**Art. 22. Loi applicable**

Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties s'en réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

- La première assemblée générale annuelle aura lieu en 2001.
- Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la société et se terminera le 31 décembre 2000.

Souscription et paiement

Les statuts de la société étant ainsi arrêtés par les parties présentes, celles-ci ont souscrit au nombre d'actions et ont libéré en espèces les montants indiqués ci-après:

<i>Actionnaires</i>	<i>Capital souscrit EUR</i>	<i>Nombre d'actions libérées</i>
1. DEXIA ASSET MANAGEMENT BELGIUM S.A., préqualifiée	123.750,-	4.950
2. DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., préqualifiée	1.250,-	50
Total:	125.000,-	5.000

La preuve de tous ces paiements a été fournie au notaire instrumentant qui constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés anonymes, telle que modifiée, ont été accomplies.

Evaluation des frais

Pour les besoins de l'enregistrement., le capital social est évalué à cinq millions quarante-deux mille quatre cent quatre-vingt-sept francs luxembourgeois (5.042.487,- LUF).

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, à environ cent vingt mille francs (120.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, représentant la totalité du capital social se sont constitués en assemblée générale extraordinaire. Ayant d'abord vérifié que l'assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à 10.

Sont nommés administrateurs jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2001:

Président

Monsieur Geert De Baere, directeur adjoint, CRÉDIT COMMUNAL DE BELGIQUE S.A., demeurant à Bruxelles (Belgique).

Administrateurs

Monsieur Stéphane Decorte, attaché, CRÉDIT COMMUNAL DE BELGIQUE S.A., demeurant à Bruxelles (Belgique)

Monsieur Mario Guetti, directeur, BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., demeurant à Luxembourg

Monsieur Bernard Herman, administrateur-délégué, DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., demeurant à Luxembourg

Monsieur Marc Hoffmann, vice-président du Comité de Direction, BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., demeurant à Luxembourg

Monsieur Jean-Yves Maldague, administrateur-délégué, DEXIA ASSET MANAGEMENT BELGIUM S.A., demeurant à Bruxelles

Monsieur Michel Malpas, directeur, BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., demeurant à Luxembourg

Monsieur Dominique Manderlier, Chief Investment Officer, DEXIA ASSET MANAGEMENT BELGIUM S.A., demeurant à Bruxelles

Monsieur Pierre-Marie Valenne, administrateur-délégué, DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., demeurant à Luxembourg

Monsieur Gerrit Van Daele, Directeur, CRÉDIT COMMUNAL DE BELGIQUE S.A., demeurant à Bruxelles.

2. Le nombre des commissaires aux comptes est fixé à un.

Est nommée commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2001:

PricewaterhouseCoopers, 16, rue Eugène Ruppert, L-1014 Luxembourg.

3. Le siège social de la société est fixé au 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. Guillaume, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 1999, vol. 119S, fol. 64, case 5. – Reçu 50.425 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 6 octobre 1999.

G. Lecuit.

(46845/220/248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 1999.

KD FONDS.

—

VERWALTUNGSREGLEMENT – Stand: October 1999*Präambel*

Das Verwaltungsreglement, welches in der ursprünglichen Fassung vom Oktober 1999 im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») vom 4. November 1999 veröffentlicht wurde, legt allgemeine Grundsätze für die von der UNICO INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. gemäss Teil 1 des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen in der Form von «fonds communs de placement» aufgelegte und verwaltete Fonds fest, soweit die Sonderreglements der jeweiligen Fonds dieses Verwaltungsreglement zum integralen Bestandteil erklären.

Die spezifischen Charakteristika der Fonds werden in den Sonderreglements der jeweiligen Fonds beschrieben, in denen ergänzende und abweichende Regelungen zu einzelnen Bestimmungen des Verwaltungsreglements getroffen werden können.

Ergänzend hierzu erstellt die Verwaltungsgesellschaft für jeden Fonds eine Übersicht «Der Fonds im Überblick», die aktuelle und spezielle Angaben erhält. Diese Übersicht ist integraler Bestandteil des Verkaufsprospektes.

An dem jeweiligen Fonds sind die Anteilhaber zu gleichen Rechten und im Verhältnis der Zahl der jeweils gehaltenen Anteile beteiligt. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit weitere neue Fonds auflegen oder einen oder mehrere bestehende Fonds auflösen. Fonds können zusammengelegt oder mit anderen Organismen für gemeinsame Anlage verschmolzen werden.

Das Verwaltungsreglement und das jeweilige Sonderreglement bilden gemeinsam als zusammenhängende Bestandteile die für den entsprechenden Fonds geltenden Vertragsbedingungen.

Art. 1. Die Fonds. 1. Jeder Fonds ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen («fonds commun de placement») aus Wertpapieren und sonstigen zulässigen Vermögenswerten («Fondsvermögen»), das unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung verwaltet wird. Das jeweilige Fondsvermögen abzüglich der dem jeweiligen Fonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten («Netto-Fondsvermögen») muss innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung des entsprechenden Fonds mindestens den Gegenwert von 50 Millionen Luxemburger Franken erreichen. Jeder Fonds wird von der Verwaltungsgesellschaft verwaltet. Die im jeweiligen Fondsvermögen befindlichen Vermögenswerte werden von der Depotbank verwahrt.

2. Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Inhaber von Anteilen («Anteilinhaber»), der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind im Verwaltungsreglement sowie im Sonderreglement des jeweiligen Fonds geregelt, die beide von der Verwaltungsgesellschaft mit Zustimmung der Depotbank erstellt werden.

Durch den Kauf eines Anteils erkennt jeder Anteilinhaber das Verwaltungsreglement, das Sonderreglement des jeweiligen Fonds sowie alle genehmigten Änderungen derselben an.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft. 1. Verwaltungsgesellschaft ist die UNICO INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

2. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet die Fonds im eigenen Namen, jedoch ausschliesslich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilinhaber. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des jeweiligen Fonds zusammenhängen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des jeweiligen Fonds unter Berücksichtigung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagebeschränkungen fest. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann eines oder mehrere seiner Mitglieder sowie sonstige natürliche oder juristische Personen mit der Ausführung der täglichen Anlagepolitik betrauen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung Anlageberater hinzuziehen, insbesondere sich durch einen Anlageausschuss beraten lassen. Die Kosten hierfür trägt die Verwaltungsgesellschaft, sofern im Sonderreglement des jeweiligen Fonds keine anderweitige Bestimmung getroffen wird.

5. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für jeden Fonds einen Verkaufsprospekt, der aktuelle Informationen zu dem Fonds enthält, insbesondere im Hinblick auf Anteilpreisermittlung, Vergütungen und die Verwaltung des Fonds.

Art. 3. Die Depotbank. 1. Die Depotbank für einen Fonds wird im jeweiligen Sonderreglement bestimmt.

2. Die Depotbank ist mit der Verwahrung der Vermögenswerte des jeweiligen Fonds beauftragt. Die Rechte und Pflichten der Depotbank richten sich nach dem Gesetz, dem Verwaltungsreglement, dem Sonderreglement des jeweiligen Fonds und dem Depotbankvertrag zu dem jeweiligen Fonds in ihrer jeweils gültigen Fassung.

Die Depotbank hat jeweils einen Anspruch auf das ihr nach dem Sonderreglement des entsprechenden Fonds zustehende Entgelt und entnimmt es dessen Konten nur mit Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft. Die in Artikel 13 des Verwaltungsreglements und im Sonderreglement des jeweiligen Fonds aufgeführten sonstigen zu Lasten jeden Fonds zu zahlende Kosten bleiben hiervon unberührt.

3. Alle Wertpapiere und andere Vermögenswerte eines Fonds werden von der Depotbank in gesperrten Konten und Depots verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Verwaltungsreglements sowie des Sonderreglements des jeweiligen Fonds verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Dritte, insbesondere andere Banken und Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten beauftragen.

4. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

a) Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;
b) gegen Vollstreckungsmassnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das jeweilige Fondsvermögen nicht haftet.

5. Die Depotbank ist an Weisungen der Verwaltungsgesellschaft gebunden, sofern solche Weisungen nicht dem Gesetz, dem Verwaltungsreglement, dem Sonderreglement oder dem Verkaufsprospekt des jeweiligen Fonds in ihrer jeweils gültigen Fassung widersprechen.

6. Verwaltungsgesellschaft und Depotbank sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem jeweiligen Depotbankvertrag zu kündigen. Im Falle einer Kündigung der Depotbankbestellung ist die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen, da andernfalls die Kündigung der Depotbankbestellung notwendigerweise die Auflösung des entsprechenden Fonds zur Folge hat; bis dahin wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilinhaber ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 4. Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik. Die Anlageziele und die spezifische Anlagepolitik eines Fonds werden auf der Grundlage der nachfolgenden allgemeinen Richtlinien im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegt.

1. Notierte Wertpapiere

Ein Fondsvermögen wird grundsätzlich in Wertpapieren angelegt, die an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäss funktionierenden geregelten Markt («geregelter Markt») innerhalb der Kontinente von Europa, Amerika, Australien (mit Ozeanien), Afrika oder Asien amtlich notiert bzw. gehandelt werden.

Sofern ein Sonderreglement dies vorsieht, kann die Verwaltungsgesellschaft für einen Fonds daneben auch Indexzertifikate kaufen und verkaufen, wenn es sich um Wertpapiere gem. Artikel 40, Abs. 1 des Luxemburger OGA-Gesetzes handelt, die am Kapitalmarkt begeben werden und die eine Beteiligung an der Wertentwicklung des zugrunde liegenden Wertpapierindexes verbriefen.

2. Neuemissionen

Ein Fondsvermögen kann Neuemissionen enthalten, sofern diese

- a. in den Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Börse oder zum Handel an einem anderen geregelten Markt zu beantragen, und
- b. spätestens ein Jahr nach Emission an einer Börse amtlich notiert oder zum Handel an einem anderen geregelten Markt zugelassen werden.

Sofern die Zulassung an einem der unter Ziffer 1 dieses Artikels genannten Märkte nicht binnen Jahresfrist erfolgt, sind Neuemissionen als nicht notierte Wertpapiere gemäss Ziffer 3 dieses Artikels anzusehen und in die dort erwähnte Anlagegrenze einzubeziehen.

3. Nicht notierte Wertpapiere

Bis zu 10% eines Netto-Fondsvermögens können in Wertpapieren angelegt werden, die weder an einer Börse amtlich notiert noch an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden. Die Anlage in nicht notierten Wertpapieren darf zusammen mit den verbrieften Rechten gemäss Ziffer 4 dieses Artikels 10% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

4. Verbriefte Rechte

Bis zu 10% eines Netto-Fondsvermögens können in verbrieften Rechten angelegt werden, die ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt werden können, die übertragbar und veräusserbar sind und deren Wert an jedem Bewertungstag gemäss Artikel 7 Ziffer 1 des Verwaltungsreglements genau bestimmt werden kann. Die Anlage in verbrieften Rechten darf zusammen mit den Wertpapieren gemäss Ziffer 3 dieses Artikels 10% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

5. Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren

a) Bis zu 5% des Netto-Fondsvermögens können in Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren des offenen Typs («OGAW») im Sinne der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 20. Dezember 1985 Nr. 85/611/EWG angelegt werden.

b) Anteile oder Aktien an OGAW, die von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder einer anderen Gesellschaft, die mit der Verwaltungsgesellschaft durch gemeinsame Verwaltung, direkte oder indirekte wesentliche Teilhaberschaft oder Kontrolle verbunden ist, verwaltet werden, können nur erworben werden, sofern die OGAW ihre Anlagepolitik auf spezifische wirtschaftliche oder geographische Bereiche konzentrieren. Die Verwaltungsgesellschaft wird keinen Ausgabeaufschlag und keine Verwaltungsvergütung für Anlagen berechnen, die in derart verbundenen OGAW erfolgen.

6. Anlagegrenzen

a) Bis zu 10% des Netto-Fondsvermögens können in Wertpapieren ein- und desselben Emittenten angelegt werden. Der Gesamtwert der Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapieren mehr als 5% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens investiert sind, ist auf höchstens 40% dieses Netto-Fondsvermögens begrenzt.

b) Der unter a. genannte Prozentsatz von 10% erhöht sich auf 35% und der ebendort genannte Prozentsatz von 40% entfällt für Wertpapiere, die von den folgenden Emittenten begeben oder garantiert werden:

- Mitgliedstaaten der Europäischen Union («EU») und deren Gebietskörperschaften;
- Staaten, die nicht Mitgliedstaaten der EU sind;
- internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein Mitgliedstaat der EU angehört.

c) Die unter Punkt a. genannten Prozentsätze erhöhen sich von 10% auf 25% bzw. von 40% auf 80% für Schuldverschreibungen, welche von Kreditinstituten, die in einem Mitgliedstaat der EU ansässig sind, begeben werden, sofern:

- diese Kreditinstitute auf Grund eines Gesetzes einer besonderen öffentlichen Aufsicht zum Schutz der Inhaber solcher Schuldverschreibungen unterliegen;
- der Gegenwert solcher Schuldverschreibungen dem Gesetz entsprechend in Vermögenswerten angelegt wird, die während der gesamten Laufzeit dieser Schuldverschreibungen die sich daraus ergebenden Verbindlichkeiten ausreichend decken und
- die erwähnten Vermögenswerte beim Ausfall des Emittenten vorrangig zur Rückzahlung von Kapital und Zinsen bestimmt sind.

d) Die Anlagegrenzen unter a. bis c. dürfen nicht kumuliert werden. Hieraus ergibt sich, dass Anlagen in Wertpapieren ein- und desselben Emittenten grundsätzlich 35% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

e) Die Verwaltungsgesellschaft wird für die Gesamtheit der von ihr verwalteten Fonds, die unter den Anwendungsbereich des Teils 1 des Gesetzes vom 30. März 1988 für Organismen für gemeinsame Anlagen fallen, stimmberechtigte Aktien insoweit nicht erwerben, als ein solcher Erwerb ihr einen wesentlichen Einfluss auf die Geschäftspolitik des Emittenten gestattet.

f) Die Verwaltungsgesellschaft darf für jeden Fonds höchstens 10%

- der von einem einzigen Emittenten ausgegebenen stimmrechtslosen Aktien;
- der von einem einzigen Emittenten ausgegebenen Schuldverschreibungen;
- der Anteile eines Organismus für gemeinsame Anlagen («OGA») erwerben.

Die Anlagegrenzen des zweiten und dritten Gedankenstriches bleiben insoweit ausser Betracht, als das Gesamtemissionsvolumen der erwähnten Schuldverschreibungen beziehungsweise die Zahl der im Umlauf befindlichen Anteile oder Aktien eines OGA zum Zeitpunkt des Erwerbs nicht ermittelt werden können.

Die hier unter e) und f) aufgeführten Anlagegrenzen sind auf solche Wertpapiere nicht anzuwenden, die von Mitgliedstaaten der EU und deren Gebietskörperschaften oder von Staaten, die nicht Mitgliedstaat der EU sind, begeben oder garantiert oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein Mitgliedstaat der EU angehört, begeben werden.

Die hier unter e) und f) aufgeführten Anlagegrenzen sind ferner nicht anwendbar auf den Erwerb von Aktien oder Anteilen an Gesellschaften mit Sitz in einem Staat, der nicht Mitgliedstaat der EU ist, sofern:

- solche Gesellschaften hauptsächlich Wertpapiere von Emittenten mit Sitz in diesem Staat erwerben;
- der Erwerb von Aktien oder Anteilen einer solchen Gesellschaft aufgrund gesetzlicher Bestimmungen dieses Staates den einzigen Weg darstellt, um in Wertpapieren von Emittenten mit Sitz in diesem Staat zu investieren;
- die erwähnten Gesellschaften im Rahmen ihrer Anlagepolitik Anlagegrenzen respektieren, die denjenigen gemäss Artikel 4 Ziffer 5 und Ziffer 6 a) bis f) des Verwaltungsreglements entsprechen. Artikel 4 Ziffer 16 des Verwaltungsreglements ist entsprechend anzuwenden.

g) Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Fonds abweichend von a) bis d) unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung bis zu 100% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der EU, dessen öffentlichen Gebietskörperschaften, von einem Staat, der nicht Mitgliedstaat der EU ist oder von internationalen Organismen öffentlichrechtlichen Charakters, denen wenigstens ein Mitgliedstaat der EU angehört, begeben oder garantiert werden, sofern diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei Wertpapiere aus ein- und derselben Emission 30% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

7. Optionen/Optionsscheine

Die Verwaltungsgesellschaft kann sich nach Massgabe der Anlagebeschränkungen für die Fonds der Instrumente (Kauf- und Verkaufsoptionen) bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern die Einsetzung dieser Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht.

Insbesondere darf sie die an den Terminbörsen üblichen Geschäfte tätigen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann Optionsscheine und Optionen auf Wertpapiere, Indices sowie Finanzterminkontrakte, die an einer Börse oder an einem geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden, kaufen oder verkaufen, oder diese Geschäfte mit Finanzeinrichtungen erster Ordnung, die auf solche Geschäfte spezialisiert sind, abschliessen.

a) Eine Option ist das Recht, einen bestimmten Vermögenswert zu einem im voraus bestimmten Zeitpunkt oder während eines im voraus bestimmten Zeitraums zu einem im voraus bestimmten Preis («Ausübungspreis») zu kaufen (Kauf- oder «Call»-Option) oder zu verkaufen (Verkaufs- oder «Put»-Option). Der Preis einer Call- oder Put-Option ist die Options-«Prämie».

b) Die Verwaltungsgesellschaft kann unter Beachtung der in diesem Absatz erwähnten Anlagebeschränkungen für einen Fonds Call-Optionen und Put-Optionen auf Wertpapiere, Börsenindices, Finanzterminkontrakte und sonstige Finanzinstrumente kaufen und verkaufen, sofern diese Optionen an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden.

Darüber hinaus können für einen Fonds Optionen der beschriebenen Art ge- und verkauft werden, die nicht an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden («over-the-counter» oder «OTC»-Optionen), sofern die Vertragspartner des Fonds erstklassige, auf solche Geschäfte spezialisierte Finanzinstitute sind.

c) Die Summe der Prämien für den Erwerb der unter b) genannten Optionen darf 15% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen.

d) Für einen Fonds können Call-Optionen auf Wertpapiere verkauft werden, sofern die Summe der Ausübungspreise solcher Optionen zum Zeitpunkt des Verkaufs 25% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht übersteigt. Diese Anlagegrenze gilt nicht, soweit verkaufte Call-Optionen durch Wertpapiere unterlegt oder durch andere Instrumente abgesichert sind. Im übrigen muss der Fonds jederzeit in der Lage sein, die Deckung von Positionen aus dem Verkauf ungedeckter Call-Optionen sicherzustellen.

e) Verkauft die Verwaltungsgesellschaft für einen Fonds Put-Optionen, so muss der entsprechende Fonds während der gesamten Laufzeit der Optionen über ausreichende flüssige Mittel verfügen, um den Verpflichtungen aus den Optionsgeschäften nachkommen zu können.

8. Finanzterminkontrakte

Die Verwaltungsgesellschaft kann sich nach Massgabe der Anlagebeschränkungen für die Fonds der Techniken (Ankauf und Verkauf auf Termin) und Instrumente (Finanzterminkontrakte) bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern die Einsetzung dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht.

Insbesondere darf sie die an den Terminbörsen üblichen Geschäfte tätigen.

a) Finanzterminkontrakte sind gegenseitige Verträge, welche die Vertragsparteien berechtigen beziehungsweise verpflichten, einen bestimmten Vermögenswert an einem im voraus bestimmten Zeitpunkt zu einem im voraus bestimmten Preis abzunehmen beziehungsweise zu liefern.

b) Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Fonds Finanzterminkontrakte als Zinsterminkontrakte sowie als Kontrakte auf Börsenindices kaufen und verkaufen, soweit diese Finanzterminkontrakte an hierfür vorgesehenen Börsen oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden.

c) Durch den Handel mit Finanzterminkontrakten kann die Verwaltungsgesellschaft bestehende Aktien- und Rentenpositionen gegen Kursverluste oder Zinsänderungsrisiken absichern. Mit dem gleichen Ziel kann die Verwaltungsgesellschaft Call-Optionen auf Finanzinstrumente verkaufen oder Put-Optionen auf Finanzinstrumente kaufen.

Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die der Absicherung von Vermögenswerten dienen darf, in Relation zum Underlying grundsätzlich den Gesamtwert der abgesicherten Werte nicht übersteigen.

d) Ein Fonds kann Finanzterminkontrakte zu anderen als zu Absicherungszwecken kaufen und verkaufen.

Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die nicht der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf das jeweilige Netto-Fondsvermögen zu keiner Zeit übersteigen. Hierbei bleiben Verpflichtungen aus Verkäufen von Call-Optionen ausser Betracht, die durch angemessene Werte im jeweiligen Fondsvermögen unterlegt sind.

9. Wertpapierpensionsgeschäfte

Ein Fonds kann Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften (repurchase agreements) kaufen, sofern der jeweilige Vertragspartner sich zur Rücknahme der Wertpapiere verpflichtet sowie Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften verkaufen. Dabei muss der Vertragspartner eines solchen Geschäftes ein erstklassiges Finanzinstitut und auf solche Geschäfte spezialisiert sein. Im Rahmen eines Wertpapierpensionsgeschäftes erworbene Wertpapiere kann der Fonds während der Laufzeit des entsprechenden Wertpapierpensionsgeschäftes nicht veräußern. Im Rahmen des Verkaufs von Wertpapieren in Form von Wertpapierpensionsgeschäften ist der Umfang der Wertpapierpensionsgeschäfte stets auf einem Niveau zu halten, das es dem Fonds ermöglicht, jederzeit seiner Verpflichtung zur Rücknahme von Anteilen nachzukommen.

10. Wertpapierleihe

Im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems oder eines Standardrahmenvertrages können Wertpapiere bis zu 50% des Wertes des jeweiligen Wertpapierbestandes auf höchstens 30 Tage verliehen werden. Voraussetzung ist, dass dieses Wertpapierleihsystem durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus oder durch ein erstklassiges auf solche Geschäfte spezialisiertes Finanzinstitut erster Bonität organisiert ist.

Die Wertpapierleihe kann mehr als 50% des Wertes des Wertpapierbestandes in einem Fondsvermögen erfassen, sofern dem jeweiligen Fonds das Recht eingeräumt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuverlangen.

Der Fonds muss im Rahmen der Wertpapierleihe grundsätzlich eine Garantie erhalten deren Gegenwert zur Zeit des Vertragsabschlusses mindestens dem Gesamtwert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Diese Garantie kann in flüssigen Mitteln bestehen oder in Wertpapieren, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder Organismen gemeinschaftsrechtlichen, regionalen oder weltweiten Charakters begeben oder garantiert und zugunsten des jeweiligen Fonds während der Laufzeit des Wertpapierleihvertrages gesperrt werden.

Einer Garantie bedarf es nicht, sofern die Wertpapierleihe im Rahmen von CEDEL, der DEUTSCHE BÖRSE CLEARING A.G., EUROCLEAR oder einem sonstigen anerkannten Abrechnungsorganismus stattfindet, der selbst zu Gunsten des Verleihers der verliehenen Wertpapiere mittels einer Garantie oder auf andere Weise Sicherheit leistet.

11. Sonstige Techniken und Instrumente

a) Die Verwaltungsgesellschaft kann sich für einen Fonds sonstiger Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern die Verwendung solcher Techniken und Instrumente im Hinblick auf die ordentliche Verwaltung des jeweiligen Fondsvermögens erfolgt.

b) Dies gilt beispielhaft für Tauschgeschäfte mit Währungen oder Zinssätzen, welche im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften zu Sicherungszwecken vorgenommen werden können oder für Zinsterminvereinbarungen. Diese Geschäfte sind ausschliesslich mit erstklassigen, auf solche Geschäfte spezialisierte Finanzinstitute zulässig und dürfen, zusammen mit den in Ziffer 8d) dieser Allgemeinen Richtlinien der Anlagepolitik beschriebenen Verpflichtungen, grundsätzlich den Gesamtwert der von dem jeweiligen Fonds in der entsprechenden Währung gehaltenen Vermögenswerte nicht übersteigen.

12. Flüssige Mittel

Bis zu 49% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens dürfen in flüssigen Mitteln bei der Depotbank oder bei sonstigen Banken gehalten werden. Diese Einlagen müssen nicht durch eine Einrichtung zur Sicherung von Einlagen gesichert sein. Die Depotbank ist verpflichtet, den Bestand bei anderen Kreditinstituten unterhaltenen Bankeinlagen zu überwachen. Die Verfügung über solche Einlagen bedarf jeweils der Zustimmung der Depotbank. In besonderen Ausnahmefällen können flüssige Mittel auch einen Anteil von mehr als 49% vom jeweiligen Netto-Fondsvermögen einnehmen, wenn und soweit dies im Interesse der Anteilinhaber geboten erscheint.

13. Devisenkurssicherung

a) Zur Absicherung von Devisenkursrisiken kann ein Fonds Devisenterminkontrakte sowie Call- und Put-Optionen auf Devisen kaufen oder verkaufen, sofern solche Devisenkontrakte oder Optionen an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt oder sofern die erwähnten Optionen als OTC-Optionen im Sinne von Ziffer 7 b) gehandelt werden unter der Voraussetzung, dass es sich bei den Vertragspartnern um erstklassige Finanzinrichtungen handelt, die auf derartige Geschäfte spezialisiert sind.

b) Ein Fonds kann zu Absicherungszwecken ausserdem auch Devisen auf Termin verkaufen beziehungsweise umtauschen im Rahmen freihändiger Geschäfte, die mit erstklassigen, auf solche Geschäfte spezialisierten Finanzinstituten abgeschlossen werden.

c) Devisenkurssicherungsgeschäfte setzen in der Regel eine unmittelbare Verbindung zu den abgesicherten Werten voraus. Sie dürfen daher grundsätzlich die in der gesicherten Währung vom Fonds gehaltenen Werte weder im Hinblick auf das Volumen noch bezüglich der Restlaufzeit überschreiten.

14. Weitere Anlagerichtlinien

a) Wertpapierleerverkäufe sind nicht zulässig.

b) Ein Fondsvermögen darf nicht zur festen Übernahme von Wertpapieren benutzt werden.

c) Ein Fondsvermögen darf nicht in Immobilien, Edelmetallen, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.

d) Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen vornehmen, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Anteile vertrieben werden bzw. vertrieben werden sollen.

e) Im Rahmen der Anlagegrenzen darf die Verwaltungsgesellschaft auch Schuldverschreibungen ohne Zinskupon (Zero-Bonds oder andere verzinsliche Wertpapiere ohne laufende Zinszahlung) erwerben. Beim Erwerb von Zero-Bonds wird die Verwaltungsgesellschaft wegen der regelmässig längeren Laufzeiten und fehlenden Zinszahlungen der Bonitätsbeobachtung und -beurteilung der Emittenten besondere Aufmerksamkeit widmen. Die Erträge werden bei Verkauf oder Einlösung in der Aufwands- und Ertragsrechnung ausgewiesen.

15. Kredite und Belastungsverbote

a) Ein Fondsvermögen darf nur insoweit zur Sicherung verpfändet, übereignet bzw. abgetreten oder sonst belastet werden, als dies an einer Börse oder einem anderen Markt aufgrund verbindlicher Auflagen gefordert wird.

b) Kredite dürfen bis zu einer Obergrenze von 10% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens aufgenommen werden, sofern diese Kreditaufnahme nur für kurze Zeit erfolgt. Daneben kann ein Fonds Fremdwährungen im Rahmen eines «back-to-back» -Darlehens erwerben.

c) Im Zusammenhang mit dem Erwerb oder der Zeichnung nicht voll einbezahlter Wertpapiere können Verbindlichkeiten zu Lasten eines Fondsvermögens übernommen werden, die jedoch zusammen mit den Kreditverbindlichkeiten gemäss Buchstabe b) 10% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

d) Zu Lasten eines Fondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden.

16. Überschreitung von Anlagebeschränkungen

a) Anlagebeschränkungen dieses Artikels müssen nicht eingehalten werden, sofern sie im Rahmen der Ausübung von Bezugsrechten, die den im jeweiligen Fondsvermögen befindlichen Wertpapieren beigelegt sind, überschritten werden.

b) Neu aufgelegte Fonds können für eine Frist von sechs Monaten ab Genehmigung des Fonds von den Anlagegrenzen in Absatz 6 a) bis d) und g) dieses Artikels abweichen.

c) Werden die in diesem Artikel genannten Anlagebeschränkungen unbeabsichtigt oder durch Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft vorrangig anstreben, die Normalisierung der Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber zu erreichen.

Art. 5. Anteile an einem Fonds und Anteilsklassen. 1. Anteile an einem Fonds werden durch Anteilzertifikate, gegebenenfalls mit zugehörigen Ertragsscheinen, verbrieft, die auf den Inhaber lauten, sofern im Sonderreglement des jeweiligen Fonds keine andere Bestimmung getroffen wird.

2. Alle Anteile eines Fonds haben grundsätzlich gleiche Rechte.

3. Das jeweilige Sonderreglement eines Fonds kann die Ausgabe verschiedener Anteilsklassen vorsehen, die sich voneinander durch die im jeweiligen Sonderreglement festgelegten Charakteristika unterscheiden. Anteile sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Anteilsklasse berechtigt.

4. Die verschiedenen Anteilsklassen bestehen aus einem gemeinsamen Netto-Fondsvermögen; ausserdem kann innerhalb eines Fonds ein Teil des Netto-Fondsvermögens, welcher klassenspezifisch ist, für eine spezifische Anteilsklasse oder mehrere Anteilsklassen getrennt gehalten werden. Gleichfalls können ausser den Verbindlichkeiten, welche für alle ausgegebenen Anteile des Fonds gemeinsam gelten, auch spezifische Verbindlichkeiten für eine oder mehrere Anteilsklassen eingegangen werden.

5. Der Teil des Netto-Fondsvermögens, welcher allen Anteilsklassen gemein ist und der Teil welcher einer Anteilsklasse oder den einzelnen Anteilsklassen eines Fonds zuzurechnen ist, wird bestimmt indem die Ausgaben, Rücknahmen, Ausschüttungen, klassenspezifischen Forderungen und Verbindlichkeiten, klassenspezifischen Aufwendungen, Erträgen Ertragsausgleichsbeträgen, Gewinnen und Verlusten dem Fonds insgesamt oder der beziehungsweise den Anteilsklassen zugeteilt werden, gemäss der im Sonderreglement aufgeführten Definition der Anteilsklasse(n), wobei die unter Artikel 7. aufgeführten Bewertungsregeln entsprechend anzuwenden sind.

6. Die Ausgabe, die Rücknahme und ggfs. der Umtausch der Anteile sowie die Vornahme von Zahlungen auf Anteile bzw. Ertragsscheine erfolgen bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank sowie über jede Zahlstelle.

7. Falls für einen Fonds mehrere Anteilsklassen eingerichtet werden, erfolgt die Anteilwertberechnung (Artikel 7) für jede Anteilsklasse durch Teilung des Wertes des Fondsvermögens, der einer Anteilsklasse zuzurechnen ist, durch die Anzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile dieser Anteilsklasse.

Art. 6. Ausgabe von Anteilen und die Beschränkung der Ausgabe von Anteilen. 1. Die Ausgabe von Anteilen erfolgt zu dem im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegten Ausgabepreis und zu den dort bestimmten Bedingungen. Die Verwaltungsgesellschaft hat bei der Ausgabe von Anteilen eines Fonds die Gesetze und Vorschriften aller Länder, in welchen Anteile angeboten werden, zu beachten.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Fonds jederzeit nach eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilhaber, zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft, zum Schutz des jeweiligen Fonds, im Interesse der Anlagepolitik oder im Fall der Gefährdung der spezifischen Anlageziele eines Fonds erforderlich erscheint.

3. Der Erwerb von Anteilen erfolgt grundsätzlich zum Ausgabepreis des jeweiligen Bewertungstages. Zeichnungsanträge, die bis spätestens 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) an einem Bewertungstag bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden auf der Grundlage des Anteilwertes dieses Bewertungstages abgerechnet. Zeichnungsanträge die nach 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) eingehen, werden auf der Grundlage des Anteilwertes des nächstfolgenden Bewertungstages abgerechnet.

4. Die Zahlung des Ausgabepreises erfolgt innerhalb der im jeweiligen Sonderreglement angegebenen Anzahl von Bewertungstagen.

5. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt.

6. Die Depotbank wird auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zinslos zurückzahlen.

7. Schalteraufträge können auch nach dem in Ziffer 3. bezeichneten Zeitpunkt auf der Grundlage des Anteilwertes des Bewertungstages, an welchem der entsprechende Zeichnungsantrag bei der Verwaltungsgesellschaft eingeht, abgerechnet werden, es sei denn, besondere Umstände lassen auf eine erhebliche Änderung des Anteilwertes schliessen.

Art. 7. Anteilwertberechnung. 1. Der Wert eines Anteils («Anteilwert») lautet auf die im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegte Währung («Fondswährung»). Er wird unter Aufsicht der Depotbank von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr beauftragten Dritten an jedem im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegten Tag («Bewertungstag») berechnet. Die Berechnung erfolgt durch Teilung des jeweiligen Netto-Fondsvermögens durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile dieses Fonds.

2. Das Netto-Fondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet. Soweit Wertpapiere an mehreren Börsen amtlich notiert sind, ist der letzte verfügbare bezahlte Kurs des entsprechenden Wertpapiers an der Börse massgeblich, die Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

b) Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

c) Falls solche Kurse nicht marktgerecht sind oder falls für andere als die unter Buchstaben a) und b) genannten Wertpapiere keine Kurse festgelegt werden, werden diese Wertpapiere ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbaren Bewertungsregeln (z. B. auf Basis der Markttrendite) festlegt.

d) Sofern dies im jeweiligen Sonderreglement ausdrücklich bestimmt ist, werden die Bewertungskurse der unter a) und b) genannten Anlagen mit einer Restlaufzeit von weniger als 6 Monaten, ausgehend von den jeweiligen Nettoerwerbskursen, respektive Bewertungskursen 6 Monate vor Fälligkeit, unter Konstanthaltung der daraus berechneten Anlagerendite, sukzessive dem Rückzahlungspreis angeglichen. Bei grösseren Änderungen der Marktverhältnisse kann die Bewertungsbasis der einzelnen Anlagen den aktuellen Markttrenditen angepasst werden.

e) Die Bankguthaben werden zum Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

f) Festgelder mit einer Ursprungslaufzeit von mehr als 30 Tagen werden zum Renditekurs bewertet, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Bank, bei der das jeweilige Festgeld angelegt wurde, geschlossen wurde, gemäss dem die Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisationswert entspricht.

g) Sofern dies im jeweiligen Sonderreglement ausdrücklich bestimmt ist, werden die Zinserträge bis einschliesslich zum zweiten Bewertungstag nach dem jeweiligen Bewertungstag bei Berücksichtigung der entsprechenden Kosten in die Bewertung einbezogen.

h) Anlagen, welche auf eine Währung lauten, die nicht der Währung des jeweiligen Fonds entspricht, werden zum letzten bekannten Devisenmittellkurs in die Währung des jeweiligen Fonds umgerechnet. Gewinne und Verluste aus gemäss Artikel 4 Ziffer 13 abgeschlossenen Devisentransaktionen werden jeweils hinzugerechnet oder abgesetzt.

i) Forderungen, z.B. abgegrenzte Zinsansprüche und Verbindlichkeiten, werden grundsätzlich zum Nennwert angesetzt.

3. Sofern für einen Fonds verschiedene Anteilklassen gemäss Artikel 5 Ziffer 3 dieses Verwaltungsreglements eingerichtet sind, ergeben sich für die Anteilwertberechnung folgende Besonderheiten:

a) Die Anteilwertberechnung erfolgt nach den unter Ziffer 1. dieses Artikels aufgeführten Kriterien für jede Anteilsklasse separat.

b) Der Mittelzufluss aufgrund der Ausgabe von Anteilen erhöht den prozentualen Anteil der jeweiligen Anteilsklasse am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens. Der Mittelabfluss aufgrund der Rücknahme von Anteilen vermindert den prozentualen Anteil der jeweiligen Anteilsklasse am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens.

c) Falls für eine gesonderte Anteilsklasse klassenspezifische

- Vermögenswerte erworben und verkauft werden,
- Aufwendungen gezahlt (was ebenfalls einen höheren Anteil von Aufwendungen gegenüber denjenigen von anderen Anteilsklassen beinhaltet) und klassenspezifische Erträge erhalten werden,
- Ausschüttungen vorgenommen werden,
- Forderungen und klassenspezifischen Verbindlichkeiten eingegangen werden,
- Gewinne und klassenspezifische Verluste festgestellt werden,

wird der prozentuale Anteil des Netto-Fondsvermögens dieser Anteilsklasse gekürzt um die Anschaffungskosten dieser Vermögenswerte, diese Aufwendungen, diese Ausschüttungen, diese Verbindlichkeiten und diese Verluste und der prozentuale Anteil des Netto-Fondsvermögens dieser Anteilsklasse wird erhöht werden um die Verkaufserlöse dieser Vermögenswerte, diese Erträge, diese Forderungen und diese Gewinne.

d) Der Wert von klassenspezifischen Vermögenswerten und der Betrag von klassenspezifischen Verbindlichkeiten wird nur der oder den Anteilsklassen die davon betroffen sind zugerechnet und erhöht oder mindert das Netto-Fondsvermögen der Anteile dieser Klasse oder Klassen.

4. Für jeden Fonds und jede Anteilsklasse kann ein Ertragsausgleich durchgeführt werden.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann für umfangreiche Rücknahmeanträge, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des jeweiligen Fonds befriedigt werden können, den Anteilwert auf der Basis der Kurse des Bewertungstages bestimmen, an welchem sie für den Fonds die erforderlichen Wertpapierverkäufe vornimmt; dies gilt dann auch für gleichzeitig eingereichte Zeichnungsaufträge für den Fonds.

6. Falls aussergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung nach den vorstehend aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht erscheinen lassen, ist die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt, andere, von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbare Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

7. Die Verwaltungsgesellschaft kann den Anteilwert im Wege eines Anteilsplittings unter Ausgabe von Gratisanteilen herabsetzen.

Art. 8. Einstellung der Berechnung des Anteilwertes. 1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, für einen Fonds die Berechnung des Anteilwertes zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber gerechtfertigt ist, insbesondere:

- a) während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer Markt, wo ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des jeweiligen Fonds amtlich notiert oder gehandelt wird, geschlossen ist (ausser an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;
- b) in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Anlagen eines Fonds nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Anteilwertes ordnungsgemäss durchzuführen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft wird die Aussetzung bzw. Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich in mindestens einer Tageszeitung in den Ländern veröffentlichen, in denen Anteile des jeweiligen Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind, sowie allen Anteilinhabern mitteilen, die Anteile zur Rücknahme angeboten haben.

Art. 9. Rücknahme von Anteilen. 1. Die Anteilinhaber eines Fonds sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zu dem im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegten Rücknahmepreis und zu den dort bestimmten Bedingungen zu verlangen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag.

2. Die Rücknahme erfolgt grundsätzlich zum Rücknahmepreis des jeweiligen Bewertungstages. Rücknahmeanträge, welche bis spätestens 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) an einem Bewertungstag bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden zum Anteilwert dieses Bewertungstages abgerechnet. Rücknahmeanträge, welche nach 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) eingehen, werden zum Anteilwert des nachstfolgenden Bewertungstages abgerechnet.

3. Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb der im jeweiligen Sonderreglement angegebenen Anzahl von Bewertungstagen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, umfangreiche Rücknahmen, die nicht aus den flüssigen Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen eines Fonds befriedigt werden können, erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Fonds ohne Verzögerung verkauft wurden. Anleger, die ihre Anteile zur Rücknahme angeboten haben, werden von einer Aussetzung der Rücknahme sowie von der Wiederaufnahme der Rücknahme unverzüglich in geeigneter Weise in Kenntnis gesetzt.

5. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere, von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

6. Die Verwaltungsgesellschaft kann für jeden Fonds Anteile einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilinhaber oder zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft oder des jeweiligen Fonds erforderlich erscheint.

7. Schalteraufträge können auch nach dem in Ziffer 2. bezeichneten Zeitpunkt auf der Grundlage des Anteilwertes des Bewertungstages, an welchem der entsprechende Rücknahmeantrag bei der Verwaltungsgesellschaft eingeht, abgerechnet werden, es sei denn, besondere Umstände lassen auf eine erhebliche Änderung des Anteilwertes schliessen.

Art. 10. Rechnungsjahr und Abschlussprüfung. 1. Das Rechnungsjahr eines Fonds wird im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegt.

2. Der Jahresabschluss eines Fonds wird von einem Wirtschaftsprüfer geprüft, der von der Verwaltungsgesellschaft ernannt wird.

Art. 11. Ertragsverwendung. 1. Die Ertragsverwendung eines Fonds wird im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegt.

2. Die Ausschüttung kann bar oder in Form von Gratisanteilen erfolgen.

3. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Erträge aus Zinsen und/oder Dividenden abzüglich Kosten («ordentliche Netto-Erträge») sowie netto realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne sowie sonstige Aktiva zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Fondsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäss Artikel 1 Ziffer 1 des Verwaltungsreglements sinkt.

4. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt. Ausschüttungen, die zehn Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht abgefordert werden, sind verjährt.

5. Ausschüttungsberechtigt sind im Falle der Bildung von Anteilsklassen gemäss Artikel 5 Ziffer 3. des Verwaltungsreglements ausschliesslich die Anteile der ausschüttenden Klasse. Im Falle einer Ausschüttung von Gratisanteilen gemäss Ziffer 2. sind diese Gratisanteile der ausschüttenden Anteilsklasse zuzurechnen.

Art. 12. Dauer und Auflösung. 1. Die Dauer eines Fonds ist im jeweiligen Sonderreglement festgelegt.

2. Unbeschadet der Regelung gemäss Ziffer 1 dieses Artikels kann ein Fonds jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden, sofern im jeweiligen Sonderreglement keine gegenteilige Bestimmung getroffen wird.

3. Die Auflösung eines Fonds erfolgt zwingend in folgenden Fällen:

- a) wenn die im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegte Dauer abgelaufen ist;
- b) wenn die Depotbankbestellung gekündigt wird, ohne dass eine neue Depotbankbestellung innerhalb der gesetzlichen oder vertraglichen Fristen erfolgt;
- c) wenn die Verwaltungsgesellschaft in Konkurs geht oder aus irgendeinem Grund aufgelöst wird;
- d) wenn das Fondsvermögen während mehr als sechs Monaten unter einem Viertel der Mindestgrenze gemäss Artikel 1 Ziffer 1 des Verwaltungsreglements bleibt;

e) in anderen, im Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen oder im Sonderreglement des jeweiligen Fonds vorgesehenen Fällen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann bestehende Fonds auflösen, sofern seit dem Zeitpunkt der Auflegung erhebliche wirtschaftliche und/oder politische Änderungen eingetreten sind oder das Vermögen des Fonds unter den Gegenwert von 50 Millionen Luxemburger Franken sinkt, unbeschadet der in Punkt 3.d) dieses Artikels vorgesehenen zwingenden Auflösung.

In den beiden Monaten, die dem Zeitpunkt der Auflösung eines auf bestimmte Zeit errichteten Fonds vorangehen, wird die Verwaltungsgesellschaft den entsprechenden Fonds abwickeln. Dabei werden die Vermögensanlagen veräußert, die Forderungen eingezogen und die Verbindlichkeiten getilgt.

Die Auflösung bestehender, unbefristeter Fonds wird mindestens 30 Tage zuvor entsprechend Artikel 16 Ziffer 5 veröffentlicht. Die in Ziffer 5 dieses Artikels enthaltene Regelung gilt entsprechend für sämtliche nicht nach Abschluss des Liquidationsverfahrens eingeforderten Beträge.

5. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Auflösung eines Fonds führt, werden die Ausgabe und die Rücknahme von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare («Netto-Liquidationserlös»), auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank ernannten Liquidatoren unter die Anteilinhaber des jeweiligen Fonds nach deren Anspruch verteilen.

Der Netto-Liquidationserlös, der nicht zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden ist, wird, soweit dann gesetzlich notwendig, in Luxemburger Franken umgerechnet und von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der Anteilinhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo dieser Betrag verfällt, soweit er nicht innerhalb der gesetzlichen Frist von dreissig Jahren dort angefordert wird.

6. Die Anteilinhaber, deren Erben beziehungsweise Rechtsnachfolger oder Gläubiger können weder die Auflösung noch die Teilung des Fonds beantragen.

Art. 13. Allgemeine Kosten. 1. Neben den im Sonderreglement des jeweiligen Fonds aufgeführten Kosten können einem Fonds folgende Kosten belastet werden:

a) bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten des Fonds und für deren Verwahrung;

b) Kosten der Vorbereitung, der amtlichen Prüfung, der Hinterlegung und Veröffentlichung der Fondsreglements einschliesslich eventueller Änderungsverfahren und anderer mit dem Fonds in Zusammenhang stehende Verträge und Regelungen sowie der Abwicklung und Kosten von Zulassungsverfahren bei den zuständigen Stellen;

c) Kosten für den Druck und Versand der Anteilzertifikate sowie der Vorbereitung, den Druck und Versand der Verkaufsprospekte sowie der Jahres- und Zwischenberichte und anderer Mitteilungen an die Anteilinhaber in den zutreffenden Sprachen, Kosten der Veröffentlichung der Ausgabe- und Rücknahmepreise sowie aller anderen Bekanntmachungen;

d) andere Kosten der Verwaltung;

e) Honorare der Wirtschaftsprüfer;

f) etwaige Kosten von Kurssicherungsgeschäften;

g) ein angemessener Teil an den Kosten für die Werbung und an solchen, welche direkt im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Anteilen anfallen;

h) Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilinhaber eines Fonds handeln;

i) Kosten und evtl. entstehende Steuern, die auf das Fondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten dieses Fonds erhoben werden;

j) Kosten etwaiger Börsennotierung(en) und die Gebühren der Aufsichtsbehörden und/oder Kosten für die Registrierung der Anteile zum öffentlichen Vertrieb in verschiedenen Ländern, sowie der Repräsentanten und steuerlichen Vertretern sowie der Zahlstellen in den Ländern, in denen die Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind;

k) Kosten für das Raten eines Fonds durch international anerkannte Ratingagenturen;

l) Kosten für die Einlösung von Ertragsscheinen sowie für den Druck und Versand der Ertragschein-Bogenerneuerung;

m) Kosten der Auflösung einer Fondsklasse oder eines Fonds.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann aus dem jeweiligen Fonds kalendertäglich eine gegebenenfalls in der Übersicht «Der Fonds im Überblick» geregelte erfolgsabhängige Vergütung erhalten, um den die Wertentwicklung der umlaufenden Anteile die Wertentwicklung eines Referenzindexes übersteigt.

Die als Entgelte und Kosten gezahlten Beträge werden in den Jahresberichten aufgeführt.

Alle Kosten und Entgelte werden zunächst dem laufenden Einkommen angerechnet, dann den Kapitalgewinnen und erst dann dem Fondsvermögen.

Für alle Kosten und Gebühren können, soweit deren Höhe abzuschätzen ist, nach Massgabe der Verwaltungsgesellschaft bewertungstäglich Rückstellungen gebildet werden.

Die mit dem Erwerb oder der Veräußerung von Vermögenswerten verbundenen Kosten und Bearbeitungsgebühren werden in den Einstandspreis eingerechnet bzw. beim Verkaufserlös abgezogen.

Art. 14. Verjährung und Vorlegungsfrist. 1. Forderungen der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; davon unberührt bleibt die in Artikel 12 Ziffer 5 des Verwaltungsreglements enthaltene Regelung.

2. Die Vorlegungsfrist für Ertragsscheine beträgt fünf Jahre ab Veröffentlichung der jeweiligen Ausschüttungserklärung. Ausschüttungen, die bis zu diesem Zeitpunkt nicht abgefordert worden sind, verjähren zugunsten des jeweiligen Fonds. Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, aber nicht verpflichtet, Ausschüttungsbeträge an Anteilinhaber, die

ihre Ansprüche auf Ausschüttung erst nach Ablauf der Verjährungsfrist geltend machen, zu Lasten des Fondsvermögens auszusahlen.

Art. 15. Änderungen. Die Verwaltungsgesellschaft kann das Verwaltungsreglement sowie das jeweilige Sonderreglement mit Zustimmung der Depotbank jederzeit ganz oder teilweise ändern.

Art. 16. Veröffentlichungen. 1. Die erstmals gültige Fassung des Verwaltungsreglements und der Sonderreglements sowie eventuelle Änderungen derselben werden beim Handelsregister des Bezirksgerichts Luxemburg hinterlegt und im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Grossherzogtums Luxemburg («Mémorial») veröffentlicht.

2. Ausgabe- und Rücknahmepreise können über die Verwaltungsgesellschaft, bei der Depotbank und jeder Zahlstelle erfragt werden.

3. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für jeden Fonds einen Verkaufsprospekt, einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen des Grossherzogtums Luxemburg.

4. Die unter Ziffer 3 dieses Artikels aufgeführten Unterlagen eines Fonds sind für die Anteilinhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und bei jeder Zahlstelle erhältlich.

5. Die Auflösung eines Fonds gemäss Artikel 12 des Verwaltungsreglements wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in mindestens drei überregionalen Tageszeitungen, von denen eine eine Luxemburger Zeitung ist, veröffentlicht.

Art. 17. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache. 1. Das Verwaltungsreglement sowie die Sonderreglements der jeweiligen Fonds unterliegen Luxemburger Recht. Insbesondere gelten in Ergänzung zu den Regelungen des Verwaltungsreglements sowie der jeweiligen Sonderreglements die Vorschriften des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank.

2. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Grossherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und jeden Fonds im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf den jeweiligen Fonds beziehen, der Gerichtsbarkeit und dem Recht eines jeden Landes zu unterwerfen, in welchem Anteile eines Fonds öffentlich vertrieben werden, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind.

3. Der deutsche Wortlaut des Verwaltungsreglements und der Sonderreglements ist massgeblich, falls im jeweiligen Sonderreglement nicht ausdrücklich eine anderweitige Bestimmung getroffen wurde.

Art. 18. Inkrafttreten. Das Verwaltungsreglement, jedes Sonderreglement sowie jegliche Änderungen derselben treten am Tag ihrer Unterzeichnung in Kraft, sofern nichts anderes im Sonderreglement des jeweiligen Fonds bestimmt ist.

Die Unterschrift der Depotbanken erfolgt bezüglich der von ihnen im Einzelfall übernommenen Depotbankfunktion. Der Name der Depotbank ist jeweils im Sonderreglement genannt.

Luxemburg, den 1. Oktober 1999.

UNICO INVESTMENT FUND
MANAGEMENT COMPANY S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft
Unterschriften

DG BANK
LUXEMBOURG S.A.

Die Depotbank
Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 1999, vol. 529, fol. 70, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(48273/656/600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 1999.

KD FONDS.

SONDERREGLEMENT

Für den KD FONDS ist das am 4. November 1999 im Mémorial veröffentlichte Verwaltungsreglement integraler Bestandteil. Es ersetzt seit dem 1. Oktober 1999 das bis zu diesem Zeitpunkt geltende Verwaltungsreglement. Ergänzend beziehungsweise abweichend gelten die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements, das in der derzeit gültigen Fassung vom Oktober 1999 ebenfalls im Mémorial am 4. November 1999 veröffentlicht ist.

Art. 19. Der Fonds. 1. KD FONDS (der «Fonds») besteht aus einem oder mehreren Portfolios («Portfolio») im Sinne von Artikel 111 des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen einschliesslich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen. Die Gesamtheit der Portfolios ergibt den Fonds. Jeder Anleger ist am Fonds durch seine Beteiligung an einem Portfolio beteiligt.

2. Jedes Portfolio gilt im Verhältnis der Anteilinhaber untereinander als eigenständiges Sondervermögen. Die Rechte und Pflichten der Anteilinhaber eines Portfolios sind von denen der Anteilinhaber der anderen Portfolios getrennt. Falls im Einzelfall nicht anders vereinbart, gilt dies jedoch nicht im Verhältnis zu Dritten, denen gegenüber das Fondsvermögen insgesamt für alle Verbindlichkeiten der einzelnen Portfolios einsteht.

3. Die Anteilwertberechnung erfolgt separat für jedes Portfolio nach den in Artikel 7 des Verwaltungsreglements festgesetzten Regeln.

4. Die im Verwaltungsreglement sowie in diesem Sonderreglement aufgeführten Anlagebeschränkungen sind auf jedes Portfolio separat anwendbar. Für die Berechnung der Mindestgrenze für das Netto-Fondsvermögen gemäss Artikel 1 Ziffer 1 des Verwaltungsreglements sowie für die in Artikel 4 Ziffer 6.f) des Verwaltungsreglements aufgeführten Anlage

grenzen ist auf das Fondsvermögen des Fonds insgesamt abzustellen, das sich aus der Addition aller Netto-Portfoliovermögen ergibt.

Art. 20. Anlagepolitik. 1. Die Ziele und spezifischen Beschränkungen der Anlagepolitik des jeweiligen Portfolios finden Erwähnung im Verkaufsprospekt.

2. Das Vermögen der einzelnen Portfolios wird dabei nach dem Grundsatz der Risikostreuung angelegt. Die Anlagepolitik der einzelnen Portfolios umfasst entsprechend der Beschreibung im Verkaufsprospekt die Anlage in fest- und variabel verzinslichen Wertpapieren einschliesslich Wandel- und Optionsanleihen, deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten, und in Optionsscheinen auf Wertpapiere sowie in Aktien und aktienähnlichen Wertpapieren und sonstigen zulässigen Vermögenswerten. Die Anlagepolitik der einzelnen Portfolios kann sich insbesondere nach dem Thema seiner Anlagepolitik, nach der Region, in welcher sie anlegen, nach den Wertpapieren, welche sie erwerben sollen, nach der Währung, auf welche sie lauten oder nach ihrer Laufzeit unterscheiden.

Art. 21. Anteile. 1. Die Anteile an den Portfolios werden in Globalzertifikaten verbrieft. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht. Die vor dem 1. Oktober 1999 ausgegebenen und sich in Umlauf befindlichen Inhaberkarteile behalten ihre Gültigkeit und können zu jeder Zeit durch den Anteilinhaber bei der Verwaltungsgesellschaft, der Hauptzahlstelle oder der Zahlstelle in Deutschland gegen nicht effektive Stücke umgetauscht werden.

2. Alle Anteile haben gleiche Rechte.

Art. 22. Portfoliowährung, Konsolidierungswährung, Bewertungstag, Ausgabe- und Rücknahmepreis von Anteilen, Umstausch von Anteilen. 1. Die Währung des jeweiligen Portfolios wird im Verkaufsprospekt erwähnt. Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäss den Regelungen des Verwaltungsreglements Auskunft über die Situation des Vermögens des Fonds insgesamt gegeben werden muss, erfolgen diese Angaben in Euro, («Konsolidierungswährung») und die Vermögenswerte der jeweiligen Portfolios werden in die Konsolidierungswährung umgerechnet.

2. Bewertungstag ist jeder Tag, der zugleich Bankarbeitstag und Börsentag im Grossherzogtum Luxembourg und Frankfurt am Main ist.

3. Anteile werden an jedem Bewertungstag ausgegeben. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäss Artikel 7 des Verwaltungsreglements zuzüglich eines Ausgabeaufschlages von bis zu 5% des Anteilwertes. Der Ausgabeaufschlag wird zugunsten der Vertriebsstellen erhoben und kann nach der Grössenordnung des Kaufauftrages gestaffelt werden. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen und wird auf zwei Nachkommastellen kaufmännisch gerundet werden.

4. Der Ausgabepreis ist innerhalb von vier Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der Währung des jeweiligen Portfolios zahlbar. Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt ebenfalls innerhalb von vier Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der Währung des jeweiligen Portfolios.

5. Rücknahmepreis ist der Anteilwert.

6. Der Anteilinhaber kann seine Anteile ganz oder teilweise in Anteile eines anderen Portfolios, und falls es verschiedene Anteilsklassen gibt, einer anderen Anteilsklasse umtauschen. Dabei kann für den Umtausch in Anteile eines anderen Portfolios eine Umtauschprovision zugunsten der Vertriebsstellen erhoben werden. Wird eine Umtauschprovision erhoben, so entspricht diese der Differenz zwischen den Ausgabeaufschlägen auf die Anteilwerte der betreffenden Portfolios, zuzüglich bis zu 0,5% des Anteilwertes des Portfolios in welche(n) der Umtausch erfolgen soll. Die Abrechnung von Umtauschanträgen, die bis spätestens 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) an einem Bewertungstag bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, erfolgt auf der Grundlage der Anteilwerte der betreffenden Portfolios dieses Bewertungstages. Umtauschanträge, die nach diesem Zeitpunkt bei der Verwaltungsgesellschaft eingehen, werden auf der Grundlage der Anteilwerte des nächstfolgenden Bewertungstages abgerechnet. Ein sich aus dem Umtausch ergebender Restbetrag wird an die Anteilinhaber in der Währung des Portfolios, dessen Anteile zurückgegeben werden, ausbezahlt, sofern dieser Restbetrag einen, ggf. im Verkaufsprospekt aufgeführten Mindestbetrag übersteigt.

Art. 23. Ertragsverwendung. 1. Die vom Fonds vereinnahmten Zins- und Dividenderträge sowie sonstige Erträge abzüglich der Kosten werden nicht ausgeschüttet, sondern im Fondsvermögen thesauriert.

2. Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, von Zeit zu Zeit die ordentlichen Nettoerträge und/oder realisierten Kapitalgewinne sowie alle sonstigen Erträge nicht wiederkehrender Art abzüglich realisierter Kapitalverluste ganz oder teilweise in Form von Gratisanteilen auszuschütten. Eventuell verbleibende Bruchteile werden in diesem Fall bar ausbezahlt.

Art. 24. Depotbank. Depotbank ist die DG BANK LUXEMBOURG S.A.

Art. 25. Kosten für die Verwaltung und Verwahrung des Fondsvermögens. 1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, vom Fonds eine jährliche Verwaltungsvergütung von bis zu 3% auf das Netto-Fondsvermögen zu erhalten, die auf der Basis des kalendertäglichen Nettovermögens eines jeden Portfolios während des entsprechenden Monats zu berechnen und am ersten Bewertungstag des Folgemonats zahlbar ist. Die Anlagemanagergebühr ist in der Verwaltungsvergütung enthalten.

2. Die Depotbank erhält aus dem Fondsvermögen:

a) ein jährliches Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank in Höhe von bis zu 0,10% auf das Netto-Fondsvermögen, das auf der Basis des kalendertäglichen Nettovermögens eines jeden Portfolios während des entsprechenden Monats zu berechnen und am ersten Bewertungstag des Folgemonats zahlbar ist. Diese Depotbankgebühr beinhaltet alle fremden Verwahrungs- und Verwaltungsgebühren, die von anderen Korrespondenzbanken und/oder Clearing-Stellen (CEDEL und EUROCLEAR) für die Verwahrung der Vermögenswerte des Fonds in Rechnung gestellt werden.

b) eine Bearbeitungsgebühr in Höhe von bis zu 0,15% des Betrages jeder Wertpapiertransaktion für Rechnung des Fonds.

3. Das Vermögen des Fonds haftet insgesamt für alle vom Fonds zu tragenden Aufwendungen. Jedoch werden diese Aufwendungen den einzelnen Portfolios gesondert berechnet, soweit sie diese allein betreffen; im übrigen werden diese Aufwendungen den einzelnen Portfolios im Verhältnis ihres Nettovermögens anteilig belastet.

Aufwendungen für die Auflegung weiterer Portfolios nach Gründung des Fonds werden den Vermögen dieser Portfolios belastet und in diesen Portfolios über höchstens fünf Jahre in gleichen Raten abgeschrieben.

Art. 26. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr des Fonds endet jedes Jahr am 31. März.

Art. 27. Dauer des Fonds und der Portfolio. Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Die Verwaltungsgesellschaft kann einzelne Portfolios auf bestimmte Zeit errichten. Dies findet Erwähnung im Verkaufsprospekt.

Art. 28. Auflösung und Verschmelzung der Portfolios. 1. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit neue Portfolios auflegen und bestehende Portfolios auflösen. Die Auflösung bestehender Portfolios wird mindestens 30 Tage zuvor entsprechend Artikel 16 Ziffer 5. des Verwaltungsreglements veröffentlicht.

2. Die in Artikel 12 Ziffer 5. des Verwaltungsreglements enthaltene Regelung gilt entsprechend für sämtliche nicht nach Abschluss des Liquidationsverfahrens eingeforderten Beträge.

3. Portfolios können unter den nachfolgend beschriebenen Bedingungen zusammengelegt werden, indem ein Portfolio in ein anderes Portfolio eingebracht wird und sie können mit anderen Organismen für gemeinsame Anlagen verschmolzen werden.

4. Eine Zusammenlegung von Portfolios erfolgt auf Beschluss der Verwaltungsgesellschaft.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann beschliessen, Portfolios zusammenzulegen, wenn die Verwaltung eines oder aller zusammenzulegender Portfolios nicht mehr in wirtschaftlich effizienter Weise gewährleistet werden kann oder im Falle einer Änderung der wirtschaftlichen oder politischen Situation.

6. Im Falle der Verschmelzung von Portfolios wird die Verwaltungsgesellschaft die Absicht der Verschmelzung den Anteilhabern des oder der einzubringenden Portfolios durch Veröffentlichung gemäss den Bestimmungen gemäss Artikel 16 Ziffer 5 des Verwaltungsreglements mindestens einen Monat vor Inkrafttreten des Verschmelzungsbeschlusses mitteilen; diesen Anteilhabern steht dann das Recht zu, alle oder einen Teil ihrer Anteile zum Anteilwert ohne weitere Kosten zurückzugeben.

7. Die Einbringung eines Portfolios in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen («OGA») ist nur zulässig, soweit dieser andere OGA ein Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere gemäss Teil 1 des Gesetzes vom 30. März 1988 ist.

8. Die Einbringung eines Portfolios in einen anderen OGA erfolgt im übrigen nach den vorstehend in 4. bis 7. aufgeführten Grundsätzen.

Ein Portfolio kann in einen anderen OGA, welcher nach einem anderen als dem Luxemburger Recht verfasst ist («ausländischer OGA»), eingebracht werden. In diesem Fall müssen die Anteilhaber des jeweiligen Portfolios zu einer Versammlung der Anteilhaber einberufen werden; die Einbringung des jeweiligen Portfolios insgesamt kann nur aufgrund eines einstimmigen Beschlusses aller Anteilhaber dieses Portfolios rechtswirksam erfolgen; mangels eines solchen einstimmigen Beschlusses können in den ausländischen OGA nur die Anteile der Anteilhaber eingebracht werden, welche der Einbringung zugestimmt haben.

Luxemburg, den 1. Oktober 1999.

UNICO INVESTMENT FUND
MANAGEMENT COMPANY S.A.
Die Verwaltungsgesellschaft
Unterschriften

DG BANK
LUXEMBOURG S.A.
Die Depotbank
Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 1999, vol. 529, fol. 70, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(48274/656/131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 1999.

STATE STREET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 37.067.

DISSOLUTION

*Extraits de deux assemblées générales extraordinaires des actionnaires tenues
au siège social à Luxembourg les 5 août et 25 août 1999*

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 5 août 1999 a désigné ERNST & YOUNG (LUXEMBOURG) commissaire pour examiner les comptes de la liquidation soumis aux actionnaires et s'est réunie une dernière fois le 25 août 1999 pour statuer sur la gestion des liquidateurs après le rapport du commissaire.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 25 août 1999 a entendu le rapport du commissaire ERNST & YOUNG (LUXEMBOURG) et a décidé d'accepter la procédure de liquidation et les comptes de liquidation tels qu'ils lui ont été soumis par le liquidateur.

L'assemblée a accordé décharge pleine et entière aux membres du conseil d'administration pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'au 11 juin 1999, au liquidateur Monsieur Shane Ah-Piang et au commissaire ERNST & YOUNG (LUXEMBOURG) pour l'exercice de leurs mandats dans le cadre de la liquidation jusqu'au 25 août 1999. L'assemblée a constaté que la liquidation de la société a été clôturée et que la société a légalement cessé d'exister.

L'assemblée a désigné le siège social de STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A. à Luxembourg pour le dépôt et la conservation des livres et documents sociaux pendant une période de 5 ans prenant fin le 25 août 2004.

L'assemblée a décidé que toutes sommes et valeurs revenant aux créanciers ou aux actionnaires de la société et dont la remise n'aurait pu être faite seront déposées auprès de la Caisse des Consignations à Luxembourg.

Pour STATE STREET MANAGEMENT
(LUXEMBOURG) S.A. (en liquidation)
S. Ah-Piang

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 1999, vol. 529, fol. 71, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(48511/000/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 1999.

AIR-LB INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 18.722.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le vingt-quatre septembre.

Par-devant Maître Martine Weinandy, notaire de résidence à Clervaux, agissant en remplacement de son confrère Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, momentanément absent, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding établie et avec siège social à Luxembourg sous la dénomination de AIR-LB INTERNATIONAL S.A., R.C. B N° 18.722, constituée suivant un acte reçu par Maître Marc Elter, alors notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement du notaire instrumentaire, en date du 3 septembre 1981, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, N° 262 du 1^{er} décembre 1981.

Les statuts de ladite société ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu par un acte reçu par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, en date du 7 décembre 1995, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, N° 83 du 16 février 1996.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Michel Marchet, directeur de sociétés, demeurant à St Germain en Laye (France).

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Nadine Gervais, juriste, demeurant à Mondorf-les-Bains.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Day-Royemans Catherine, employée de banque, demeurant à Attert (Belgique).

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les soixante-dix mille (70.000) actions d'une valeur nominale de mille (1.000,-) francs luxembourgeois chacune, constituant l'intégralité du capital social de soixante-dix millions (70.000.000,-) de francs luxembourgeois sont dûment représentées à la présente assemblée qui, en conséquence, est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocation préalable après avoir pris connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés restera annexée au présent procès-verbal, ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Réduction du capital social nominal à concurrence de LUF 14.688.000,- pour le ramener de son montant actuel de LUF 70.000.000,- à LUF 55.312.000,- par remboursement intégral à ELHYCO S.A., CH-Glaris par prélèvement dans l'actif de AIR-LB INTERNATIONAL S.A. de 25.575 actions AIR-LB FRANCE S.A., F-Colombes (immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro B 777 343 955) et par annulation de 14.688 actions ordinaires de LUF 1.000,- chacune, entièrement libérées.

2. Renonciation par les autres actionnaires en faveur de ELHYCO S.A. à leurs droits éventuels dans le remboursement à effectuer.

3. Autorisation à l'administrateur Monsieur Michel Marchet, demeurant à F-St. Germain en Laye, de faire tout ce qui est nécessaire pour l'exécution des résolutions à prendre sub 1.

4. Modification subséquente de l'article 4, premier alinéa des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à cinquante-cinq millions trois cent douze mille francs luxembourgeois (LUF 55.312.000,-), représenté par cinquante-cinq mille trois cent douze actions (55.312) de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,-) chacune.».

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et reconnu qu'elle était régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et a pris, après délibération, à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Le capital social nominal est réduit à concurrence de LUF 14.688.000,- et ramené de son montant actuel de LUF 70.000.000,- à LUF 55.312.000,-.

Les autres actionnaires ayant renoncé en faveur de ELHYCO S.A. à leurs droits éventuels dans le remboursement à effectuer, la réduction de capital est effectuée moyennant remboursement intégral à ELHYCO S.A., CH-Glaris, par prélèvement dans l'actif de AIR-LB INTERNATIONAL S.A. de 25.575 actions AIR-LB FRANCE S.A., F-Colombes (immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro B 777 343 955) et par annulation de 14.688 actions ordinaires de LUF 1.000,- chacune, entièrement libérées.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale accorde à l'administrateur Monsieur Michel Marchet, demeurant à F-St. Germain en Laye, l'autorisation de faire tout ce qui est nécessaire pour l'exécution de la résolution prise ci-avant.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'article 4, alinéa premier des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 4. Alinéa premier.** Le capital social est fixé à cinquante-cinq millions trois cent douze mille francs luxembourgeois (LUF 55.312.000,-), représenté par cinquante-cinq mille trois cent douze actions (55.312) de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,-) chacune.».

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à onze heures trente.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: M. Marchet, N. Gervais, C. Day-Royemans, M. Weinandy.

Enregistré à Luxembourg, le 4 octobre 1999, vol. 119S, fol. 76, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 1999.

A. Schwachtgen.

(48798/230/000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 1999.

AIR-LB INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 18.722.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le huit octobre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding établie et avec siège social à Luxembourg sous la dénomination de AIR-LB INTERNATIONAL S.A., R.C. B N° 18.722, constituée suivant un acte reçu par Maître Marc Elter, alors notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement du notaire instrumentaire, en date du 3 septembre 1981, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, N° 262 du 1^{er} décembre 1981.

Les statuts de ladite société ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu par un acte reçu par Maître Martine Weinandy, notaire de résidence à Clervaux, agissant en remplacement de André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 septembre 1999, non encore publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La séance est ouverte à onze heures trente sous la présidence de Monsieur Michel Marchet, directeur de sociétés, demeurant à St Germain en Laye (France).

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Nadine Gervais, juriste, demeurant à Mondorf-les-Bains.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Day-Royemans Catherine, employée de banque, demeurant à Attert (Belgique).

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les cinquante-cinq mille trois cent douze (55.312) actions d'une valeur nominale de mille (1.000,-) francs luxembourgeois chacune, constituant l'intégralité du capital social de cinquante-cinq millions trois cent douze mille (55.312.000,-) francs luxembourgeois sont dûment représentées à la présente assemblée qui, en conséquence, est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocation préalable après avoir pris connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés restera annexée au présent procès-verbal, ensemble avec les procurations, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1) Suppression de la valeur nominale des 55.312 actions représentatives du capital social.

2) Augmentation du capital social à concurrence de 45.537.750,- LUF (quarante-cinq millions cinq cent trente-sept mille sept cent cinquante francs luxembourgeois), pour le porter de son montant actuel de 55.312.000,- LUF (cinquante-cinq millions trois cent douze mille francs luxembourgeois) à 100.849.750,- LUF (cent millions huit cent quarante-neuf mille sept cent cinquante francs luxembourgeois) par la création, l'émission et la souscription de 44.688 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, libérées intégralement par incorporation d'une partie des résultats reportés au 31 décembre 1998.

3) Conversion de francs luxembourgeois en euros par application du taux de conversion adopté le 31.12.1998 par le Conseil Européen de 40,3399 LUF pour 1,- EUR du capital social nominal de 100.849.750,- LUF (cent millions huit cent quarante-neuf mille sept cent cinquante francs luxembourgeois) en 2.500.000,- EUR (deux millions cinq cent mille euros).

4) Fixation d'une nouvelle valeur nominale des actions, qui sera de 25,- EUR (vingt-cinq euros) par action.

5) Modification subséquente de l'article 4, premier alinéa des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à deux millions cinq cent mille euros (2.500.000,- EUR), représenté par cent mille actions (100.000) de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune, intégralement libérées.».

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et reconnu qu'elle était régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et a pris, après délibération, à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

La valeur nominale des 55.312 actions représentatives du capital social est supprimée temporairement.

Deuxième résolution

Le capital social est augmenté à concurrence de 45.537.750,- LUF (quarante-cinq millions cinq cent trente-sept mille sept cent cinquante francs luxembourgeois), pour le porter de son montant actuel de 55.312.000,- LUF (cinquante-cinq millions trois cent douze mille francs luxembourgeois) à 100.849.750,- LUF (cent millions huit cent quarante-neuf mille sept cent cinquante francs luxembourgeois) par la création et l'émission de 44.688 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale.

Les 44.888 actions nouvelles ont été intégralement souscrites par les actionnaires actuels au prorata de leur participation dans la société et elles ont été entièrement libérées par incorporation d'une partie des résultats reportés au 31 décembre 1998.

La réalité de ces résultats reportés a été prouvée au notaire instrumentaire par la remise d'une attestation de M. Guy Baumann, commissaire aux comptes de la Société, datée du 8 octobre 1999, laquelle attestation restera annexée aux présent acte pour être enregistrée en même temps.

Troisième résolution

Le capital social nominal de 100.849.750,- LUF (cent millions huit cent quarante-neuf mille sept cent cinquante francs luxembourgeois) est converti de francs luxembourgeois en euros par application du taux de conversion adopté le 31.12.1998 par le Conseil Européen de 40,3399 LUF pour 1,- EUR en 2.500.000,- EUR (deux millions cinq cent mille euros).

Quatrième résolution

La valeur nominale des actions est fixée à 25,- EUR (vingt-cinq euros) par action.

Cinquième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent l'article 4, alinéa premier des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 4. Alinéa premier.** Le capital social est fixé à deux millions cinq cent mille euros (2.500.000,- EUR), représenté par cent mille actions (100.000) de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune, intégralement libérées.».

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à midi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: M. Marchet, N. Gervais, C. Day-Royemans, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 13 octobre 1999, vol. 119S, fol. 82, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 1999.

A. Schwachtgen.

(48799/230/88) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 1999.

AIR-LB INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 18.722.

Statuts coordonnés suivant l'acte n° 1052 du 24 septembre 1999 et suivant l'acte n° 1099 du 8 octobre 1999 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 1999.

A. Schwachtgen.

(48800/230/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 1999.

SOFIDEL, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 38.903.

SOFIPA, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 38.904.

PROJET DE FUSION

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le quinze octobre.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

Ont comparu:

1) Monsieur Henri Grisius, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Luxembourg, ici représenté par Madame Michelle Delfosse, ingénieur, demeurant à Tuntange, en vertu d'une procuration sous seing privé,

en sa qualité de mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme holding de droit luxembourgeois SOFIDEL, avec siège social à Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, section B numéro 38.903, constituée suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, en date du 19 décembre 1991, publié au Mémorial C numéro 218 du 23 mai 1992.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte reçu par le notaire soussigné en date du 17 septembre 1999, non encore publié au Mémorial C.

Monsieur Henri Grisius, préqualifié, est habilité aux fins des présentes par décision du Conseil d'administration en date du 12 octobre 1999,

dénommée ci-après «la société absorbante», d'une part, et

2) Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Contern, ici représenté par Madame Michelle Delfosse, ingénieur, demeurant à Tuntange, en vertu d'une procuration sous seing privé,

en sa qualité de mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme holding de droit luxembourgeois SOFIPA, avec siège social à Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, section B numéro 38.904, constituée suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, en date du 19 décembre 1991, publié au Mémorial C numéro 217 du 22 mai 1992.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte reçu par le notaire soussigné en date du 25 septembre 1992, publié au Mémorial C numéro 623 du 28 décembre 1992.

Monsieur John Seil, préqualifié, est habilité aux fins des présentes par décision du Conseil d'administration en date du 12 octobre 1999,

dénommée ci-après «la société absorbée», d'autre part.

Ces deux sociétés ont été constituées conformément à la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et les textes subséquents.

Une copie des procès-verbaux des conseils d'administration reste annexée aux présentes.

Les procurations resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Laquelle comparante es-qualités qu'elle agit a requis le notaire instrumentant d'acter le projet de fusion qui suit:

1. La société SOFIDEL, avec siège social à Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, section B numéro 38.903, au capital social de BEF 39.127.460,- (trente-neuf millions cent vingt-sept mille quatre cent soixante francs belges), représenté par 3.096 actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées,

détient l'intégralité (100%) des actions représentant la totalité du capital social soit 1.400 actions donnant droit de vote de la société SOFIPA, avec siège social à Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, section B numéro 38.904, au capital social de BEF 14.000.000,- (quatorze millions de francs belges), représenté par 1.400 actions d'une valeur nominale de BEF 10.000,- (dix mille francs belges) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

Aucun autre titre donnant droit de vote n'ayant été émis par les sociétés fusionnantes.

2. La société anonyme SOFIDEL (encore appelée la société absorbante) entend fusionner, conformément aux dispositions de l'article 278 et 279 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, des textes subséquents, avec la société anonyme SOFIPA (encore appelée la société absorbée) par absorption de cette dernière.

3. La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante est fixée au 1^{er} octobre 1999.

4. Aucun avantage particulier n'est attribué aux administrateurs, commissaires ou réviseurs des sociétés qui fusionnent.

5. La fusion prendra effet entre les parties un mois après la publication du projet de fusion au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

6. Les actionnaires de la société absorbante ont le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège, des documents indiqués à l'article 267 (1) a) b) et c) de la loi sur les sociétés commerciales dont ils peuvent obtenir une copie intégrale sans frais et sur simple demande;

7. Un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5% (cinq pour cent) des parts du capital souscrit, ont le droit de requérir, pendant le même délai, la convocation d'une assemblée appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

8. A défaut de convocation d'une assemblée ou du rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive, comme indiqué ci-avant sub 5) et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales et notamment sous son littéra a).

9. Décharge pleine et entière est accordée aux organes de la société absorbée.

10. Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

11. Dispositions diverses:

Formalités

La société absorbante:

- effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la fusion;
- fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il conviendra pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés;
- effectuera toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

Remise de titres

Lors de la réalisation définitive de la fusion, la société absorbée remettra à la société absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats (de prêt, de travail, de fiducie, etc...), archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

Frais et droits

Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la société absorbante.

La société absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la société absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence ainsi que pour toutes justifications et notifications, il est fait élection de domicile au siège social de la société absorbante.

Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, dépôts, publications et autres.

Le notaire soussigné déclare attester conformément aux dispositions de l'article 271(2) de la loi sur les sociétés commerciales la légalité du présent projet de fusion établi en application de l'art. 278 de la loi sur les sociétés.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite aux comparants et interprétation leur donnée en une langue d'eux connue, les comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom, état et demeure, ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Delfosse, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 15 octobre 1999, vol. 411, fol. 34, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 18 octobre 1999.

E. Schroeder.

(49383/228/119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1999.

NORWEM INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

R. C. Luxembourg B 42.354.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 24 août 1999, vol. 527, fol. 89, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'Administration

J. Lorang

Administrateur

(40046/003/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

OPACCO HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 18, rue Dicks.

R. C. Luxembourg B 38.162.

Acte constitutif publié à la page 4911 du Mémorial C, N° 103 du 25 mars 1992.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 23 août 1999, vol. 527, fol. 94, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(40047/581/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

LUX BATICO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5532 Remich, 10, rue Enz.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le trois août.

Par-devant Maître Alphonse Lentz, notaire de résidence à Remich, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) Monsieur Francisco Alvarez Feijoo, chauffagiste, demeurant à F-57440 Algrange, 7, rue des Alliés.

2) Mademoiselle Céline Marsetti, secrétaire, demeurant à F-57700 Hayange, 7, rue Jeanne d'Arc.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous la forme d'une société anonyme, sous la dénomination de LUX BATICO S.A.

La société est constituée pour une durée indéterminée.

Le siège social est établi à Remich.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, en ne traitant cependant qu'avec les sociétés dans lesquelles elle a des intérêts ou auxquelles elle est affiliée, avec ou sans intérêts, et procéder à l'émission d'obligations.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle pourra également faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

Elle pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour le compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 3. Le capital social de la société est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de douze mille cinq cents francs luxembourgeois (12.500,- LUF) chacune, entièrement libérées.

Le capital autorisé est fixé à dix millions de francs luxembourgeois (10.000.000,- LUF), représenté par huit cents (800) actions d'une valeur nominale de douze mille cinq cents francs luxembourgeois (12.500,- LUF) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts, ainsi qu'il est précisé à l'article 6 ci-après.

En outre le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date des présents statuts dans le Mémorial C, autorisé à augmenter en temps qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé même par des apports autres qu'en numéraire. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration en temps qu'il appartiendra. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation.

La société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévus par la loi.

Art. 4. Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 5. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la société.

Art. 6. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la société, ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le troisième lundi du mois d'août à 11.00 heures et pour la première fois en l'an deux mille.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

Dans la mesure où il n'est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoqués sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 7. La société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la société.

Les administrateurs seront élus par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus.

Art. 8. Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

En cas de parité de voix, la voix du président sera prépondérante.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 9. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges pour passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la société et à la représentation de la société pour la conduite des affaires, avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires, à un ou plusieurs membres du conseil ou à un comité (dont les membres n'ont pas besoin d'être administrateurs), agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoir et employés, et fixer leurs émoluments.

Art. 10. La société sera engagée par la signature collective de deux administrateurs ou la seule signature de toute personne à laquelle pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

Art. 11. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années.

Art. 12. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année, sauf toutefois que le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf.

Art. 13. Sur le bénéfice annuel net de la société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour le fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 3 des statuts ou tel qu'il aura été augmenté ou réduit tel que prévu à l'article 3 des présents statuts.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Souscription et libération

Les comparants ont souscrit un nombre d'actions et ont libéré en espèces les montants suivants:

Actionnaires	Capital souscrit	Capital libéré	Nombre d'actions
1) Francisco Alvarez Feijoo, prénommé	625.000,-	625.000,-	50
2) Céline Marsetti, prénommée	625.000,-	625.000,-	50
Total:	1.250.000,-	1.250.000,-	100

Preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné, de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF) se trouve à l'entière disposition de la Société.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est approximativement estimé à la somme de cinquante mille francs luxembourgeois (50.000,- LUF).

Assemblée générale extraordinaire

Les personnes ci-avant désignées, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquées, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que cette assemblée était régulièrement constituée, elles ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires aux comptes à un.

2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateur:

- Monsieur Francisco Alvarez Feijoo, chauffagiste, demeurant à F-57440 Algrange, 7, rue des Alliés.

- Mademoiselle Céline Marsetti, secrétaire, demeurant à F-57700 Hayange, 7, rue Jeanne d'Arc.

- Monsieur Bernard Schmit, retraité de la fonction publique, demeurant à F-57970 Koenigsmacker, 26, rue des Nouveaux Jardins.

3. A été appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

Monsieur Bertrand Weiss, expert-comptable, demeurant à L-2340 Luxembourg, 20, rue Philippe II.

4. L'adresse de la société est fixée à L-5532 Remich, 10, rue Enz.

5. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera de six années et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an deux mille cinq.

6. Le conseil d'administration est autorisé à déléguer les pouvoirs de gestion journalière conformément à l'article 9 des statuts.

Dont acte, fait et passé à Remich, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: F. Alvarez Feijoo, C. Marsetti, A. Lentz.

Enregistré à Remich, le 5 août 1999, vol. 462, fol. 79, case 4. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): P. Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial.

Remich, le 23 août 1999.

A. Lentz.

(39925/221/163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

GC PAN EUROPEAN CROSSING LUXEMBOURG II,S.à r.l.,

Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Registered office: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 70.472.

In the year one thousand nine hundred and ninety-nine, on the fourteenth of July.

Before Us, Maître Gérard Lecuit, notary residing in Hesperange.

There appeared:

GLOBAL CROSSINGS HOLDINGS LTD., with registered office at Wessex House, 1st floor, 45, Reid Street, Hamilton HM12 (Bermuda).

here represented by Mrs Berglind Sigurdardottir, economic counsel, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on July 7th, 1999.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- that it is the sole actual shareholder of GC PAN EUROPEAN CROSSING LUXEMBOURG II, S.à r.l., a société à responsabilité limitée unipersonnelle, incorporated by a deed of the undersigned notary on the 4th of June 1999, not yet published.

- that the sole shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder decides to increase the subscribed capital by nine hundred ninety-four million seven hundred and sixty-five thousand Luxembourg francs (994,765,000.- LUF) to bring it from its present amount of five hundred thousand Luxembourg francs (500,000.- LUF) to nine hundred and ninety-five million two hundred and sixty-five thousand Luxembourg francs (995,265,000.- LUF) by the issuing of nine hundred and ninety-four thousand seven hundred and sixty-five (994,765) new shares with a par value of one thousand Luxembourg francs (1,000.- LUF) each, having the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription - Payment

The sole shareholder, represented as stated hereabove, declares to subscribe to the nine hundred and ninety-four thousand seven hundred and sixty-five (994,765) new shares and to have them fully paid up by contribution in kind of four hundred (400) shares with a par value of NLG 100.- each of GC PAN EUROPEAN CROSSING HOLDINGS B.V., having its registered office in Huizen (The Netherlands), i.e. 100% of the aggregate share capital.

It results from a certificate of the director of GC PAN EUROPEAN CROSSING HOLDINGS B.V., issued on July 13th, 1999 that:

- GLOBAL CROSSING HOLDINGS LIMITED is the owner of 400 shares of GC PAN EUROPEAN CROSSING HOLDINGS B.V., being 100% of the company's total share capital;

- such shares are fully paid up;

- GLOBAL CROSSING HOLDINGS LIMITED is the entity solely entitled to the shares and possessing the power to dispose of the shares;

- there exist no pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that one or more of the shares be transferred to him;

- according to the Dutch law and the articles of association of the company, such shares are freely transferable;

- all formalities subsequent to the contribution in kind of the shares of the company, required in the Netherlands, will be effected upon receipt of a certified copy of the notarial deed documenting the said contribution in kind;

- on July 13th, 1999, the 400 shares to be contributed are worth EUR 26,800,000.-, this estimation being based on generally accepted accountancy principles.

Such certificate, after signature ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The surplus between the nominal value of the share issued and the total value of the contribution in kind shall be transferred to a share premium account of the corporation.

Second resolution

The sole shareholder decides to amend the first paragraph of article 6 of the articles of incorporation, which will henceforth have the following wording:

«**Art. 6. First paragraph.** The capital is fixed at nine hundred and ninety-five million two hundred and sixty-five thousand Luxembourg francs (995,265,000.- LUF), represented by nine hundred and ninety-five thousand two hundred and sixty-five (995,265) shares with a par value of one thousand Luxembourg francs (1,000.- LUF) each, all held by GLOBAL CROSSINGS HOLDINGS LTD., with registered office at Wessex House, 1st floor, 45, Reid Street, Hamilton HM12 (Bermuda).»

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

Insofar as the contribution in kind results in GC PAN EUROPEAN CROSSING LUXEMBOURG II, S.à r.l. holding more than 75% (seventy-five per cent), in specie 100%, of the shares issued by a Company incorporated in the European Community, the Company refers to Articles 4-2 of the law dated December 29, 1971, which provides for capital tax exemption.

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately 300,000.- LUF.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, she signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le quatorze juillet.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

GLOBAL CROSSINGS HOLDINGS LTD., avec siège social à Wessex House, 1st floor, 45, Reid Street, Hamilton HM12 (Bermudes),

ici représentée par Madame Berglind Sigurdardottir, conseil économique, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 7 juillet 1999.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

laquelle, représentée comme dit, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'elle est la seule et unique associée de la société GC PAN EUROPEAN CROSSING LUXEMBOURG II, S.à r.l., société à responsabilité limitée unipersonnelle, constituée suivant acte du notaire instrumentant, en date du 4 juin 1999, en voie de publication.

- Qu'elle a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de neuf cent quatre-vingt-quatorze millions sept cent soixante-cinq mille francs luxembourgeois (994.765.000.- LUF) pour porter son montant actuel de cinq cent mille francs luxembourgeois (500.000.- LUF) à neuf cent quatre-vingt-quinze millions deux cent soixante-cinq mille francs luxembourgeois (995.265.000.- LUF) par l'émission de neuf cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent soixante-cinq (994.765) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000.- LUF) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription - Libération

L'associée unique déclare souscrire les neuf cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent soixante-cinq (994.765) parts sociales nouvelles et les libérer moyennant apport en nature de quatre cents (400) parts d'une valeur nominale de NLG 100,- chacune, de GC PAN EUROPEAN CROSSING HOLDINGS B.V. ayant son siège social à Huizen (Pays-Bas), soit une participation de 100% dans le capital social total.

Il résulte d'un certificat délivré par le gérant de GC PAN EUROPEAN CROSSING HOLDINGS B.V., émis le 13 juillet 1999 que:

- GLOBAL CROSSING HOLDINGS LIMITED est propriétaire de 400 parts sociales de GC PAN EUROPEAN CROSSING HOLDINGS B.V., soit 100% du capital social total.

- les parts sociales apportées sont entièrement libérées;

- GLOBAL CROSSING HOLDINGS LIMITED est le seul ayant droit sur ces parts sociales et ayant les pouvoirs d'en disposer;

- il n'existe aucun droit de préemption ou d'autres droits en vertu desquels une personne pourrait avoir le droit de s'en voir attribuer une ou plusieurs;

- selon la loi néerlandaise et les statuts de la société, ces actions sont librement transmissibles;
- toutes les formalités subséquentes à l'apport en nature des parts de la société, requises aux Pays-Bas, seront effectuées dès réception d'une copie conforme de l'acte notarié documentant ledit apport en nature;
- au 13 juillet 1999, les parts sociales qui seront apportées ont une valeur de EUR 26.800.000,-, cette estimation étant basée sur des principes comptables généralement acceptés.

Ce certificat, après signature ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

La différence entre la valeur nominale de la part sociale émise et la valeur totale de la participation apportée sera transférée à un compte de prime d'émission de la société.

Deuxième résolution

L'associé unique déclare modifier le premier alinéa de l'article 6 des statuts comme suit:

«**Art. 6. 1^{er} alinéa.** Le capital est fixé à neuf cent quatre-vingt-quinze millions deux cent soixante-cinq mille francs luxembourgeois (995.265.000,- LUF) représenté par neuf cent quatre-vingt-quinze mille deux cent soixante-cinq (995.265) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, toutes détenues par GLOBAL CROSSINGS HOLDINGS LTD., avec siège social à Wessex House, 1st floor, 45, Reid Street, Hamilton HM12 (Bermudes).»

Frais

Dans la mesure où l'apport en nature a pour résultat une participation de GC PAN EUROPEAN CROSSING LUXEMBOURG II, S.à r.l. de plus de 75%, en l'espèce 100%, des actions émises d'une société existant dans la communauté européenne, la société se réfère à l'article 4-2 de la loi du 29 décembre 1971 qui prévoit l'exemption du droit d'apport.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes est évalué à environ 300.000,- LUF.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: B. Sigurdardottir, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juillet 1999, vol. 118S, fol. 51, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): W. Kerger.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 11 août 1999.

G. Lecuit.

(40009/220/149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

GC PAN EUROPEAN CROSSING LUXEMBOURG II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 70.472.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 11 août 1999.

G. Lecuit.

(40010/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

INTERSTEK S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 33.434.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le sept juillet.

Par-devant, Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme INTERSTEK S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte du notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, en date du 20 mars 1990, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 356 du 1^{er} octobre 1990.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Monique Juncker, employée privée, demeurant à Schlindermanderscheid,

qui désigne comme secrétaire Madame Vanessa Fanciulli, employée privée, demeurant à Bascharage.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Marie-Josée Reyter, employée privée, demeurant à Freyrange.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

1.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Suppression de la désignation de la valeur nominale des actions émises.
2. Conversion du capital du florin néerlandais (NLG) en euro (EUR).

3. Augmentation du capital social à concurrence de 273.109,891955 euros pour le porter de 226.890,108045 euros à cinq cent mille euros (500.000,- EUR), sans émettre de nouvelles actions et libération entière de ladite augmentation par incorporation au capital des bénéfices reportés.

4. Réinstauration de la désignation de la valeur nominale des actions, soit cent euros (100,- EUR) par actions.

5. Création d'un capital autorisé d'un montant d'un million d'euros (1.000.000,- EUR), représenté par dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, avec possibilité pour le conseil d'administration de supprimer le droit de souscription préférentiel.

6. Modification consécutive de l'article 3 des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3.** Das Gesellschaftskapital beträgt fünfhunderttausend Euro (500.000,- EUR) und ist aufgeteilt in fünftausend (5.000) Aktien von hundert Euro (100,- EUR) je Aktie.

Das genehmigte Gesellschaftskapital wird auf eine Million Euro (1.000.000,- EUR) festgesetzt, eingeteilt in zehntausend (10.000) Aktien mit einem Nennwert von hundert Euro (100,- EUR) je Aktie.

Das genehmigte und das gezeichnete Gesellschaftskapital können aufgestockt oder vermindert werden mittels Beschlussfassung der Generalversammlung der Aktionäre in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über Satzungsänderungen.

Des weiteren ist der Verwaltungsrat ermächtigt, während einer Zeitspanne von fünf Jahren vom Datum der Veröffentlichung dieser Satzung an gerechnet, das gezeichnete Kapital im Rahmen des genehmigten Kapitals zu erhöhen. Diese Kapitalerhöhungen können gezeichnet und ausgegeben werden mittels Aktien mit oder ohne Ausgabeprämie, ganz nach Belieben des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat ist insbesondere ermächtigt, diese Aufstockungen vorzunehmen, ohne den jetzigen Aktionären ein Zeichnungsprivileg auf den auszugebenden Aktien vorzubehalten. Der Verwaltungsrat kann jedem Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Prokuristen oder jeder anderen ermächtigten Person, Vollmacht erteilen um die Zeichnungen zu empfangen und die Zahlung des Preises der Aktien, welche diese ganze oder teilweise Kapitalerhöhung darstellen, zu erhalten.

Jedesmal wenn der Verwaltungsrat eine solche Kapitalerhöhung amtlich festgestellt hat, wird dieser Artikel als automatisch an die vorgenommene Änderung angepasst betrachtet.

Die Gesellschaft kann je nach Wunsch der Aktieninhaber Globalaktien oder Einzelaktien ausstellen als Namensaktien oder Inhaberaktien nach Wahl der Aktionäre.».

7. Divers

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de supprimer la désignation de la valeur nominale des actions.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de convertir le capital social du florin néerlandais en euro au taux de 2,20371 florins néerlandais pour 1,- euro, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1999.

L'assemblée décide de changer de la monnaie d'expression de tous les comptes de la société du florin néerlandais (NLG) en euro (EUR).

Après conversion, le capital s'élève à 226.890,108045 euros, représenté par cinq cents (500) actions sans désignation de valeur nominale.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence de 273.109,891955 euros pour le porter de 226.890,108045 euros à 500.000,- EUR sans émettre d'actions nouvelles.

Souscription et libération

L'assemblée générale décide d'accepter la libération du montant de l'augmentation de capital par incorporation au capital des bénéfices reportés, jusqu'à concurrence de 273.109,891955 euro et attribution du bénéfice de l'augmentation aux actionnaires actuels au prorata de leur participation actuelle dans le capital social.

L'existence des bénéfices reportés a été justifiée au notaire instrumentant par un certificat daté du 2 juillet 1999, signé par deux administrateurs et certifié exact par le commissaire aux comptes.

Ledit certificat restera, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de réinstaurer la désignation de la valeur nominale des actions, de sorte que le capital, d'un montant de cinq cent mille euros (500.000,- EUR), sera représenté par cinq mille (5.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de créer un capital autorisé d'un montant de un million d'euros (1.000.000,- EUR), représenté par dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, sans pour autant réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre, sur le vu d'un rapport du conseil à l'assemblée en vertu de l'article 32-3 (5) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, qui restera, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

Elle donne tous pouvoirs à ce requis au conseil d'administration pour réaliser les augmentations de capital dans le cadre du capital autorisé.

Sixième résolution

Suite à ce qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 3 des statuts, rédigé uniquement en langue allemande, qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 3.** Das Gesellschaftskapital beträgt fünfhunderttausend Euro (500.000,- EUR) und ist aufgeteilt in fünftausend (5.000) Aktien von hundert Euro (100,- EUR) je Aktie.

Das genehmigte Gesellschaftskapital wird auf eine Million Euro (1.000.000,- EUR) festgesetzt eingeteilt in zehntausend (10.000) Aktien mit einem Nennwert von hundert Euro (100,- EUR) je Aktie.

Das genehmigte und das gezeichnete Gesellschaftskapital können aufgestockt oder vermindert werden mittels Beschlussfassung der Generalversammlung der Aktionäre in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über Satzungsänderungen.

Des weiteren ist der Verwaltungsrat ermächtigt, während einer Zeitspanne von fünf Jahren vom Datum der Veröffentlichung dieser Satzung an gerechnet, das gezeichnete Kapital im Rahmen des genehmigten Kapitals zu erhöhen. Diese Kapitalerhöhungen können gezeichnet und ausgegeben werden mittels Aktien mit oder ohne Ausgabeprämie, ganz nach Belieben des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat ist insbesondere ermächtigt, diese Aufstockungen vorzunehmen, ohne den jetzigen Aktionären ein Zeichnungsprivileg auf den auszugebenden Aktien vorzubehalten. Der Verwaltungsrat kann jedem Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Prokuristen oder jeder anderen ermächtigten Person Vollmacht erteilen, um die Zeichnungen zu empfangen und die Zahlung des Preises der Aktien, welche diese ganze oder teilweise Kapitalerhöhung darstellen, zu erhalten.

Jedesmal wenn der Verwaltungsrat eine solche Kapitalerhöhung amtlich festgestellt hat, wird dieser Artikel als automatisch an die vorgenommene Änderung angepasst betrachtet.

Die Gesellschaft kann je nach Wunsch der Aktionäre Globalaktien oder Einzelaktien ausstellen als Namensaktien oder Inhaberaktien nach Wahl der Aktionäre.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes est évalué à environ trente mille francs (30.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Juncker, V. Fanciulli, M.-J. Reyter, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 15 juillet 1999, vol. 118S, fol. 30, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Kirsch.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 18 août 1999.

G. Lecuit.

(40020/220/131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

INTERSTEK S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 33.434.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 18 août 1999.

G. Lecuit.

(40021/220/000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

NO LIMITS PACKAGING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8437 Steinfort, 50, rue de Koerich.

R. C. Luxembourg B 56.897.

Madame Depiesse Claudine n'exerce plus la fonction de commissaire de cette société à partir du 13 août 1999.

Fait à Ethe, le 13 août 1999.

Signature.

Enregistré à Capellen, le 23 août 1999, vol. 135, fol. 3, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): A. Santioni.

(40043/999/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

HELMUT LANG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2249 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 70.716.

In the year one thousand nine hundred and ninety-nine on the fifth day of August.
Before Maître Gérard Lecuit, notary residing in Hesperange.

There appeared:

HELMUT LANG HOLDINGS LLC, a limited liability company, organised under the laws of the state of Delaware, having its registered office at Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801 U.S.A., represented by Mrs Martine Elvinger, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal dated August 4, 1999, which shall remain annexed to this deed after having been signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary.

Such appearing party, represented as aforementioned, declared being the sole shareholder of the limited liability company HELMUT LANG, S.à r.l. (hereafter the «Company»), having its registered office at 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, incorporated by a deed of the undersigned notary on June 22nd, 1999, in the process of being published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (the «Mémorial»). The articles have been amended pursuant to a deed of the undersigned notary, dated July 22nd 1999, in the process of being published in the Mémorial.

The appearing party requested the undersigned notary to state the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder decides to increase the issued corporate capital by sixty-four million two hundred eighty thousand four hundred euros (64,280,400.- EUR) in order to increase the actual capital from twelve thousand four hundred euros (12,400.- EUR) to sixty-four million two hundred ninety-two thousand eight hundred euros (64,292,800.- EUR) by the creation and issue of six hundred forty-two thousand eight hundred and four (642,804) new share quotas having a par value of one hundred euros (100.- EUR) per share quota.

Second resolution

The sole shareholder decides to accept the subscription of the six hundred forty-two thousand eight hundred and four (642,304) newly issued share quotas to the extent of seventy-four thousand one hundred and thirty-four (74,134) share quotas by Mr Helmut Lang and to the extent of five hundred sixty-eight thousand six hundred and seventy (568,670) share quotas by HELMUT LANG LLC, and their full payment by contribution in kind.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon appeared,

1) Mr Helmut Lang, stylist, residing in New-York (USA)

2) HELMUT LANG LLC, with principal place of business at 80 Greene Street, New-York, NY 10012 USA,

both represented by Mrs Martine Elvinger, prenamed, acting by virtue of two proxies given on August 4, 1999, which, after having been signed ne varietur by the undersigned notary and the proxyholder, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

The said intervening parties, represented as stated hereabove, have declared to subscribe for the newly issued share quotas respectively to the extent of seventy-four thousand one hundred and thirty-four (74,134) share quotas and to the extent of five hundred sixty-eight thousand six hundred and seventy (568,670) share quotas, and to have them fully paid up by contribution in kind of trademarks and other tangible and intangible property described more specifically as customer and supplier-based intangibles (such as market share, customer lists, customer relationships, supplier relationships), tradenames, and non-compete contracts and goodwill in two valuation reports of VALUOMETRICS, INC., dated July 26, 1999 and August 3, 1999.

The existence, the value and the transfer to the company of the contribution in kind have been certified to the undersigned notary by the said reports, an Assignment of Company Assets dated July 30, 1999, by an Intellectual Property Assignment dated July 30 1999, and by a legal opinion issued by STOUT & THOMAS, lawyers residing in New-York, dated August 3rd, 1999.

A copy of these documents, after having been signed ne varietur by the notary and the proxy holder will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

Third resolution

Following the preceding capital increase, article 5 of the articles will be amended accordingly so as to read:

«**Art. 5.** The capital is set at sixty-four million two hundred ninety-two thousand eight hundred euros (64,292,800.- EUR), represented by six hundred forty-two thousand nine hundred and twenty-eight (642,928) shares quotas, each having a par value of one hundred euros (100.- EUR).»

Valuation

For the purpose of registration the contribution is valued at 2,593,064,907.96 LUF.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately 26,300,000.- Luxembourg francs.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith, that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and French text, the English version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Hesperange, on the day named at the beginning of this document.
The document having been read to the appearing person, known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le cinq août.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu HELMUT LANG HOLDINGS LLC, une société à responsabilité limitée, régie par les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social à Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801 U.S.A., représentée par Maître Martine Elvinger, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du 4 août 1999, laquelle, après avoir été signée ne varietur par la personne comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée.

Cette partie comparante, représentée comme mentionné ci-dessus, déclare être l'unique actionnaire de la société à responsabilité limitée HELMUT LANG, S.à r.l. (la «Société»), établie et ayant son siège social à 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, suivant acte du notaire instrumentant en date du 22 juin 1999, en voie d'être publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»). Les statuts ont été amendés par acte du notaire instrumentant du 22 juin 1999 en voie d'être publié au Mémorial.

La partie comparante déclare et prie le notaire d'acter que:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital souscrit de soixante-quatre millions deux cent quatre-vingt mille quatre cents euros (64.280.400,- EUR) afin de porter le capital actuel de douze mille quatre cents euro (12.400,- EUR) à soixante-quatre millions deux cent quatre-vingt-douze mille huit cents euros (64.292.800,- EUR) par la création et l'émission de six cent quarante-deux mille huit cent quatre (642.804) nouvelles parts sociales, chaque part sociale ayant une valeur nominale de cent euros (100,- EUR).

Deuxième résolution

L'associé unique décide d'accepter la souscription des six cent quarante-deux mille huit cent quatre (642.804) parts sociales nouvellement émises à concurrence de soixante-quatorze mille cent trente-quatre (74.134) nouvelles parts sociales par Monsieur Helmut Lang et à concurrence de cinq cent soixante-huit mille six cent soixante-dix (568.670) nouvelles parts sociales par HELMUT LANG LLC, et leur entière libération par apport en nature.

Intervention - Souscription - Libération

Sont alors intervenus:

1) Monsieur Helmut Lang, styliste, demeurant à New-York (USA)

2) HELMUT LANG LLC, dont le principal établissement est sis 80 Greene Street, New-York, NY 10012 USA, tous deux ici représentés par Maître Martine Elvinger, prénommée, agissant en vertu du deux procurations en date du 4 août 1999, lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le notaire soussigné et le mandataire, resteront annexées aux présentes pour être enregistrées avec elles.

Lesdites parties intervenantes, représentées comme dit, ont déclaré souscrire les six cent quarante-deux mille huit cent quatre (642.804) parts sociales nouvellement émises respectivement à concurrence de soixante-quatorze mille cent trente-quatre (74.134) parts sociales et à concurrence de cinq cent soixante-huit mille six cent soixante-dix (568.670) parts sociales et les avoir libérées par l'apport en nature de marques et d'autres biens tangibles et intangibles, décrits plus spécifiquement comme valeurs incorporelles de clientèle et de fournisseurs (comme des parts de marché, des listes de clientèle, des contacts auprès des fournisseurs et la clientèle) noms de marque, et contrats de non-concurrence et le fonds de commerce dans deux rapports d'évaluation de VALUOMETRICS, INC., en date des 26 juillet 1999 et 3 août 1999.

L'existence, la valeur et le transfert de l'apport en nature ont été certifiés au notaire par les rapports susvisés, par un Assignment of Company Assets daté du 30 juillet 1999, par un Intellectual Property Assignment daté du 30 juillet 1999 et par un avis juridique émis par STOUT & THOMAS, avocats de résidence à New-York, en date du 3 août 1999.

Une copie de ces documents, après avoir été signée ne varietur par le notaire et le mandataire, restera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Troisième résolution

Suite à cette augmentation de capital, l'article 5 des statuts sera modifié pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à soixante-quatre millions deux cent quatre-vingt-douze mille huit cents euros (64.292.800,- EUR), représenté par six cent quarante-deux mille neuf cent vingt-huit (642.928) parts sociales, chacune ayant une valeur nominale de cent euros (100,- EUR).

Evaluation

Pour les besoins de l'enregistrement, l'apport est évalué à 2.593.064.907,95 LUF.

Frais et Dépenses

Les frais, les dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes sont évalués à approximativement 26.300.000,- LUF.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente, que sur demande de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; sur demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Dont acte fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite à la personne comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, la personne comparante a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. Elvinger, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 10 août 1999, vol. 3CS, fol. 26, case 11. – Reçu 25.930.649 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 18 août 1999.

G. Lecuit.

(40025/220/144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

HELMUT LANG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2249 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 70.716.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 18 août 1999.

G. Lecuit.

(40026/220/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

OUT OVERSEAS UNITED TRUST S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 49.283.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le vingt et un juillet.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme OUT OVERSEAS UNITED TRUST S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 10 novembre 1994, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 73 du 21 février 1995.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Tim van Dijk, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Céline Bertolone, employée privée, demeurant à F-Hayange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Sandrine Martz, comptable, demeurant à F-Ranguevaux.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Transfert du siège social du 5, rue Hohenhof, L-1736 Senningerberg au 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
2. Acceptation de la démission de Monsieur Jean Hoffmann, de Mademoiselle Nicole Thommes, de Monsieur Marc Koeune en tant qu'administrateurs et de Monsieur Pascal Hubert, en tant que commissaire aux comptes.
3. Décharge aux administrateurs et commissaire aux comptes démissionnaires pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à ce jour.
4. Nomination de Monsieur Tim van Dijk, de LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., de T.C.G. GESTION S.A., comme nouveaux administrateurs et de C.A.S. SERVICES S.A. comme nouveau commissaire aux comptes.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Que la présente assemblée a été convoquée par annonces faites au Luxemburger Wort et au Mémorial, les 28 juin et 8 juillet 1999, lesquelles annonces sont déposées au Bureau de l'Assemblée.

III.- Qu'il résulte de la liste de présence que 100 actions sur les 125 émises sont représentées à cette assemblée de sorte qu'elle est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social du 5, rue Hohenhof, L-1736 Senningerberg au 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et de modifier en conséquence le deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}. Deuxième alinéa.** Cette société aura son siège à Luxembourg. Elle aura une durée illimitée.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Jean Hoffmann, de Mademoiselle Nicole Thommes, de Monsieur Marc Koeune, en tant qu'administrateurs, de Monsieur Pascal Hubert, en tant que commissaire aux comptes et de leur donner décharge pour l'exercice de leurs mandats respectifs jusqu'à ce jour.

Troisième résolution

L'assemblée décide de nommer comme nouveaux administrateurs:

- Monsieur Tim van Dijk, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg,
- LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., avec siège social à Luxembourg,
- T.C.G. GESTION S.A., avec siège social à Luxembourg,

Les mandats ainsi conférés expireront à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'an 2004.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de nommer C.A.S. SERVICES S.A. en qualité de commissaire aux comptes.

Le mandat ainsi conféré expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'an 2004.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: T. van Dijk, C. Bertolone, S. Martz, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 1999, vol. 118S, fol. 64, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Kerger.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 18 août 1999.

G. Lecuit.

(40048/220/69) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

OUT OVERSEAS UNITED TRUST S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 49.283.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 18 août 1999.

G. Lecuit.

(40049/220/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

ALAVITA S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-6117 Junglinster, 13A, rue de la Gare.

STATUTEN

Im Jahre neunzehnhundertneunundneunzig, den dreissigsten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Bettingen, mit dem Amtssitz zu Niederanven.

Sind erschienen:

1.- Die Gesellschaft PROJET-IMMO-LIBRE S.A., in Abkürzung P.I.L. S.A., mit Sitz in L-6793 Grevenmacher, 77, route de Trèves,

hier vertreten durch zwei Verwaltungsratsmitglieder, nämlich Herrn Christian Hess, Buchhalter, wohnhaft in Schouweiler und Herrn John Gerard, Bäckermeister, wohnhaft in Mondorf.

2.- Die Gesellschaft CONSOLIDATION COMPANY LUXEMBOURG S.A., mit Sitz in L-6793 Grevenmacher, 77, route de Trèves,

hier vertreten durch Herrn Christian Hess, Buchhalter, wohnhaft in Schouweiler, in seiner Eigenschaft als Delegierter des Verwaltungsrates, welcher die Gesellschaft durch seine Einzelunterschrift vertreten kann, auf Grund der Bestimmungen des Artikels 12 der Statuten,

Vorgenannte Personen ersuchen den unterzeichneten Notar, die Satzungen einer von ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu dokumentieren.

Benennung - Sitz - Dauer - Gesellschaftszweck - Kapital

Art. 1. Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen, welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung ALAVITA S.A., gegründet.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Junglinster.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Grossherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann der Sitz der Gesellschaft an jede andere Adresse innerhalb des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder auch dieses Sitzes mit dem Ausland durch aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur völligen Wiederherstellung normaler

Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Diese einstweilige Massnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, die, unabhängig von dieser einstweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes, luxemburgisch bleibt.

Die Bekanntmachung von einer derartigen Verlegung hat durch die Organe zu erfolgen, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt sind.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Die Gesellschaft hat zum Zweck den An- und Verkauf von natürlichen und biologischen Ernährungs- und Nichternährungsprodukten.

Die Gesellschaft kann des weiteren alle kommerziellen, zivilen, immobilaren und mobiliaren Tätigkeiten, welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zusammenhängen oder denselben voraussichtlich fördern können.

Die Gesellschaft kann jede andere Tätigkeit welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt in Verbindung steht oder welche diesen fördern kann im In- und Ausland ausüben.

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (LUF 1.250.000,-), eingeteilt in eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Aktien mit einem Nominalwert von eintausend Luxemburger Franken (LUF 1.000,-) pro Aktie.

Die Aktien sind Inhaber- oder Namensaktien.

Nach Wunsch der Aktionäre können Einzelaktien oder Zertifikate über zwei oder mehrere Aktien ausgestellt werden.

Die Gesellschaft kann zum Rückkauf ihrer eigenen Aktien schreiten, unter den durch das Gesetz vorgesehenen Bedingungen.

Unter den gesetzlichen Bedingungen kann ebenfalls das Gesellschaftskapital erhöht oder erniedrigt werden.

Art. 6. Vorkaufsrecht. Im Fall wo einer der Aktionäre einen Teil oder sein gesamtes Aktienpaket verkaufen möchte, sind die anderen Aktionäre zu benachrichtigen.

Die zum Verkauf stehenden Aktien dürfen den anderen Aktionären, die Vorkaufsrecht besitzen, zu einem unter Parteien zu bestimmenden Wert angeboten werden. Erst wenn keiner der anderen Aktionäre vom Vorverkaufsrecht Gebrauch gemacht hat, darf das Aktienpaket an Dritte angeboten werden und zwar zu einem unter Parteien zu bestimmenden Verkaufspreis.

Verwaltung - Überwachung

Art. 7. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen, welche von der Generalversammlung für eine Dauer ernannt werden, die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Sie können von der Generalversammlung jederzeit abberufen werden.

Wird die Stelle eines Mitgliedes des Verwaltungsrates frei, so können die verbleibenden Mitglieder das frei gewordene Amt vorläufig besetzen.

Art. 8. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden. Der erste Vorsitzende wird von der Generalversammlung gewählt. Im Falle der Verhinderung des Vorsitzenden übernimmt das vom Verwaltungsrat bestimmte Mitglied dessen Aufgaben.

Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder auf Antrag von zwei Verwaltungsratsmitgliedern einberufen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, wobei ein Verwaltungsratsmitglied jeweils nur einen Kollegen vertreten kann.

Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Stimme auch schriftlich, fernschriftlich, telegrafisch oder per Telefax abgeben. Fernschreiben, Telegramme und Telefaxe müssen schriftlich bestätigt werden.

Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterschrieben ist, ist genauso rechtswirksam wie ein anlässlich einer Verwaltungsratssitzung gefasster Beschluss.

Art. 9. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit absoluter Stimmenmehrheit getroffen. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 10. Die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates werden von den in den Sitzungen anwesenden Mitgliedern unterschrieben.

Die Beglaubigung von Abzügen oder Auszügen erfolgt durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch einen Bevollmächtigten.

Art. 11. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz und durch die vorliegenden Satzungen der Generalversammlung vorbehalten ist.

Art. 12. Der Verwaltungsrat kann seinen Mitgliedern oder Dritten, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen, seine Befugnisse zur täglichen Geschäftsführung übertragen. Die Übertragung an ein Mitglied des Verwaltungsrates bedarf der vorhergehenden Ermächtigung durch die Generalversammlung.

Ausnahmsweise wird der erste Delegierte des Verwaltungsrates durch die Generalversammlung ernannt.

Art. 13. Die Gesellschaft wird nach aussen verpflichtet durch die alleinige Unterschrift vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates, oder durch die Einzelunterschrift eines im Rahmen der ihm erteilten Vollmachten handelnden Delegierten des Verwaltungsrates, sowie durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern.

Art. 14. Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere von der Generalversammlung ernannte Kommissare überwacht, die ihre Zahl und ihre Vergütung festlegt.

Die Dauer der Amtszeit der Kommissare, wird von der Generalversammlung festgelegt. Sie darf jedoch sechs Jahre nicht überschreiten.

Generalversammlung

Art. 15. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre. Sie hat die weitestgehenden Vollmachten, um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden. Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt mittels Einschreibebrief beziehungsweise im Falle der Einberufung einer zweiten Generalversammlung mittels Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung.

Art. 16. Die jährliche Generalversammlung tritt in Junglinster an dem im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen und zwar am ersten Freitag des Monats Mai um 17.00 Uhr, das erste Mal im Jahre 2000.

Falls der vorgenannte Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Werktag statt.

Art. 17. Der Verwaltungsrat oder der bzw. die Kommissare können eine aussergewöhnliche Generalversammlung einberufen. Sie muss einberufen werden, falls Aktionäre, die mindestens (20%) zwanzig Prozent des Gesellschaftskapitals vertreten, einen derartigen Antrag stellen.

Die Stimmabgabe bei der Abstimmung anlässlich dieser ausserordentlichen Generalversammlungen kann per Prokura oder per Brief, Telex, Fax usw. erfolgen.

Jede Aktie gibt ein Stimmrecht von einer Stimme, mit Ausnahme der gesetzlichen Einschränkungen.

Art. 18. Jede ordentliche oder ausserordentliche Generalversammlung kann nur gültig über die Tagesordnung befinden, wenn die Gesellschafter in den gesetzlich vorgesehenen Verhältnissen anwesend oder vertreten sind.

Geschäftsjahr - Gewinnbeteiligung

Art. 19. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am 31. Dezember jeden Jahres; das erste Geschäftsjahr endet am 31. Dezember 1999.

Der Verwaltungsrat erstellt die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

Der Verwaltungsrat legt den Kommissaren die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung mit einem Bericht über die Geschäfte der Gesellschaft spätestens einen Monat vor der Jahresgeneralversammlung vor.

Art. 20. Der Bilanzüberschuss stellt nach Abzug der Unkosten und Abschreibungen den Nettogewinn der Gesellschaft dar. Von diesem Gewinn sind 5% (fünf Prozent) für die Bildung der gesetzlichen Rücklage zu verwenden; diese Verpflichtung wird aufgehoben, wenn die gesetzliche Rücklage 10% (zehn Prozent) des Gesellschaftskapitals erreicht.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Mit Zustimmung des Kommissars und unter Beachtung der diesbezüglichen Vorschriften, kann der Verwaltungsrat Zwischendividenden ausschütten.

Die Generalversammlung kann beschliessen, Gewinne und ausschüttungsfähige Rücklagen zur Kapitaltilgung zu benutzen, ohne Durchführung einer Kapitalherabsetzung.

Auflösung - Liquidation

Art. 21. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter den gleichen Bedingungen gefasst werden muss wie die Satzungsänderungen.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, vorzeitig oder am Ende ihrer Laufzeit, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sind und die durch die Generalversammlung unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütungen ernannt werden.

Allgemeine Bestimmungen

Art. 22. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften sowie auf die späteren Änderungen.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaft erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und jedwelche Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf ungefähr sechzigtausend Luxemburger Franken (LUF 60.000,-).

Kapitalzeichnung

Die eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Aktien wurden wie folgt gezeichnet:

1.- Die Gesellschaft PROJET-IMMO-LIBRE S.A., in Abkürzung P.I.L. S.A., vorgeannt, sechshundertfünfundzwanzig Aktien	625
2.- Die Gesellschaft CONSOLIDATION COMPANY LUXEMBOURG S.A., vorgeannt, sechshundertfünfundzwanzig Aktien	625
Total: eintausendzweihundertfünfzig Aktien	1.250

Sämtliche Aktien wurden zu hundert Prozent (100%) in bar eingezahlt, so dass der Gesellschaft ab heute die Summe von einer Million zweihundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (LUF 1.250.000,-) zur Verfügung steht, worüber dem Notar der Nachweis erbracht wurde.

Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann haben die Erschienenen sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen betrachten, zusammengefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1.- Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird festgelegt auf drei; diejenige der Kommissare wird festgelegt auf einen.

2.- Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden mit der ordentlichen Jahresgeneralversammlung des Jahres 2005.

3.- Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

- Herr Christian Hess, Buchhalter, wohnhaft in L-4996 Schouweiler.

- Herr John Gerard, Bäckermeister, wohnhaft in L-5610 Mondorf-les-Bains, 15, avenue des Bains,

- Frau Doris Becker, Geschäftsfrau, wohnhaft in L-7430 Fischbach, 1, rue Lavoisier,

4.- Zum Delegierten des Verwaltungsrates wird Frau Doris Becker, vorgenannt, ernannt.

5.- Zum Kommissar wird ernannt:

Die Gesellschaft FIDUCIAIRE SOCODIT S.A. mit Sitz zu L-6793 Grevenmacher, 77, route de Trèves.

6.- Der Gesellschaftssitz befindet sich auf folgender Adresse:

L-6117 Junglinster, 13A, rue de la Gare.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Niederanven, im Jahre, Monat und Tage wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung haben die vorgenannten Komparenten zusammen mit dem instrumentierenden Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. Hess, J. Gerard, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 2 août 1999, vol. 3CS, fol. 22, case 10. – Reçu 12.500 francs.

Le Releveur ff. (signé): W. Kerger.

Für gleichlautende Ausfertigung, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Niederanven, den 20. August 1999.

P. Bettingen.

(40094/202/189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 1999.

ALTENA HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le dix août.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

1.- Monsieur Edmond Ries, Expert-Comptable, demeurant à Bertrange,

2.- Monsieur Marc Lamesch, Expert-Comptable, demeurant à Schuttrange.

Lesquels comparants ont déclaré constituer par les présentes une société holding luxembourgeoise régie par la loi du 31 juillet 1929 sous la forme d'une société anonyme et en arrêter les statuts comme suit:

Titre 1^{er}.- Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. La société est une société holding luxembourgeoise sous la forme d'une société anonyme. Elle est dénommée: ALTENA HOLDING S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger sur résolution du Conseil ou sur déclaration d'une personne dûment autorisée à cet effet par le Conseil. Cette mesure temporaire ne pourra toutefois avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera de nationalité luxembourgeoise.

Art. 3. La société a pour objet la participation sous quelque forme que ce soit dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par option d'achat et de toute autre manière, et notamment l'acquisition de brevets et de licences, leur gestion et leur mise en valeur ainsi que toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société peut en particulier emprunter avec ou sans garantie, en toutes monnaies, par voie d'émission d'obligation, de certificats de dépôt, de bons de caisse et d'autres titres dans les limites fixées par la loi et les règlements; elle peut également accorder des prêts ou des garanties à des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts directs.

La société peut participer à la création et au développement de toutes sociétés filiales et leur prêter tous concours par voie de prêts à court ou à long terme, avances, garanties ou de toute autre manière.

La société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, tout en restant, en ce qui concerne les prêts et en général toutes ses opérations, dans les limites fixées par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et de l'article 209 des lois modifiées sur les sociétés commerciales.

Art. 4. La société est établie pour une durée indéterminée. Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modification de statuts.

Titre II.- Capital social, actions

Art. 5. Le montant du capital social souscrit est de EUR 35.000,- (trente-cinq mille euros), représenté par 350 (trois cent cinquante) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, qui, au choix de l'actionnaire, seront nominatives ou au porteur sauf disposition contraire de la loi.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Art. 6. Le capital autorisé est fixé à EUR 2.500.000,- (deux millions cinq cent mille euros), représenté par 25.000 (vingt-cinq mille) actions de EUR 100,- (cent euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de ce jour, autorisé à augmenter, en une fois ou par tranches successives et en temps qu'il appartiendra, le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission et libérées par apport en nature ou en numéraire, par compensation avec des créances ou de toute autre manière à déterminer par le conseil d'administration, y compris, entre autres, par l'émission d'actions contre conversion de bénéfices nets en capital et attribution aux actionnaires d'actions entièrement libérées au lieu de dividendes. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, l'article cinq sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue. Cette modification sera constatée et publiée conformément à la loi par le Conseil qui prendra ou autorisera toutes mesures nécessaires à cet effet.

Art. 7. La société peut racheter ses propres actions conformément aux conditions prévues par l'article 49-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel qu'il a été amendé par la loi du 24 avril 1983.

Titre III.- Administration, Surveillance

Art. 8. La société est administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois membres, actionnaires ou non. Les sociétés peuvent faire partie du Conseil.

Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires.

Les administrateurs et commissaires sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixera leur nombre et la durée de leur mandat et qui pourra les révoquer à tout moment. Ils pourront être réélus.

Ils ne pourront être nommés pour plus de six années, sauf renouvellement de leur mandat. Leur mandat cessera immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de l'année de l'expiration de leur mandat.

Art. 9. Le Conseil d'Administration désignera un Président parmi ses membres. Il pourra élire un ou plusieurs Vice-Présidents. En cas d'empêchement du Président ou d'un Vice-Président, un administrateur est désigné par le Conseil pour le remplacer.

Art. 10. En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'Assemblée Générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, la prochaine assemblée générale procédera à la nomination définitive. Le mandat d'un administrateur ainsi nommé cessera à l'époque où aurait pris fin celui de l'administrateur qu'il remplace.

Art. 11. Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du Président du Conseil, du Vice-Président ou de deux administrateurs.

Les réunions se tiennent au lieu, au jour et à l'heure indiqués dans les avis de convocation. Toutes les réunions du Conseil seront tenues conformément aux règles établies par le Conseil à sa seule discrétion.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les administrateurs empêchés peuvent émettre leur vote par écrit ou même par télégramme. Ils peuvent également donner pouvoir de les représenter aux délibérations et de voter en leur nom, à un autre membre du conseil, sans qu'un administrateur puisse représenter plus d'un de ses collègues. Dans l'un comme dans l'autre cas, l'administrateur empêché sera réputé présent à la réunion.

Les résolutions du Conseil sont prises à la majorité des votes émis. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Art. 12. Les décisions du Conseil sont constatées dans des procès-verbaux signés par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux sont signés par un administrateur et une personne à ce désignée par le Conseil.

Art. 13. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires par la loi ou par les présents statuts.

Le Conseil d'Administration peut notamment, sans que la présente énumération soit limitative, passer tous actes et tous contrats en vue de la réalisation de l'objet social de la société; faire tous apports, transferts et souscriptions, participer à toutes sociétés, associations, participations ou engagements financiers relatifs à ces opérations; recueillir toutes sommes dues à la société, en donner valable quittance, faire et autoriser tous retraits et transferts de fonds, revenus, créances et titres appartenant à la société. Il peut prêter ou emprunter à court ou à long terme, y compris par voie d'obligations, avec ou sans garantie; accorder toutes sûretés et tous compromis; créer et accepter toute hypothèque ou autre garantie, avec ou sans clause d'exécution forcée; renoncer à tout privilège, droit d'hypothèque, actions résolutoires et droits réels en général; accorder mainlevée avec ou sans paiement de toute inscription de privilège et d'hypothèque ainsi que toute injonction de paiement, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements de quelque nature qu'ils soient; accorder mainlevée de toute inscription d'office le tout avec ou sans paiement.

Le conseil représente la société vis-à-vis des tiers, autorités et administrations, et fera toute procédure devant toute juridiction comme demandeur ou comme défendeur, obtiendra tous jugements, décisions et arrêts et les fera exécuter, transige et conclut tous compromis en toute matière dans l'intérêt de la société.

Art. 14. La gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion peuvent être déléguées à des administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, nommés et révoqués par le conseil d'administration qui fixe leurs attributions. Lorsqu'une délégation de pouvoirs est faite au profit d'un membre du Conseil, une autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires est requise.

A l'égard des tiers, la société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs.

Les tiers délégués du conseil n'engageront la société à l'égard des tiers que conformément aux mandats spéciaux et explicites leur conférés par le conseil d'administration.

Art. 15. Le conseil d'administration est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Titre IV.- Assemblées générales

Art. 16. L'assemblée générale ordinaire se réunira de plein droit chaque année le premier lundi du mois de mai à 14.00 heures dans la commune où se trouve le siège social, soit à ce dernier, soit à l'endroit indiqué dans les convocations. Dans le cas où ce jour serait un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant à la même heure. Pour les besoins de ces statuts, un jour ouvrable signifie un jour d'ouverture des banques à Luxembourg.

Art. 17. Les assemblées seront convoquées de la manière indiquée dans la loi luxembourgeoise. Les avis de convocation pour toute assemblée générale devront remplir les exigences imposées par la loi quant à leur contenu et leur publication.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés, une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire peut avoir lieu sans convocation préalable.

Les actionnaires peuvent se faire représenter par un mandataire même non actionnaire. La forme des pouvoirs doit être admise par le conseil d'administration.

Art. 18. L'assemblée générale dispose de l'affectation et de la distribution du bénéfice net; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les opérations de la société, donner décharge au conseil d'administration et au commissaire, procéder aux nominations ou aux renouvellements des mandats et pour approuver les bilans et comptes de pertes et profits qui lui sont soumis par le conseil d'administration.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Les assemblées générales ordinaires annuelles et les assemblées générales ordinaires réunies extraordinairement prendront leurs décisions à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Titre V.- Année sociale

Art. 19. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Chaque année, le Conseil d'Administration établit le bilan et le compte de pertes et profits de la société, conformément aux règles comptables prescrites par la loi luxembourgeoise.

Art. 20. L'assemblée générale entendra les rapports des administrateurs et des commissaires et discutera le bilan. Après approbation du bilan, l'assemblée générale des actionnaires adoptera par un vote spécial la décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires.

Art. 21. L'excédent tel qu'il résulte des comptes, défalcation faite des frais généraux et de fonctionnement, charges et amortissements, forme le bénéfice net de la société.

Du bénéfice net ainsi déterminé il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire, lorsque la réserve légale aura atteint le dixième du capital social souscrit. L'affectation du solde bénéficiaire sera déterminée annuellement par l'assemblée générale des actionnaires sur proposition du Conseil d'Administration.

Cette affectation peut comprendre la distribution de dividendes, la création ou le maintien de fonds de réserve, de provisions et un report à nouveau.

Tout dividende fixé sera payable au lieu et place que le Conseil fixera. L'assemblée générale peut autoriser le conseil à payer les dividendes en toute devise et, à sa seule discrétion, fixer le taux de conversion des dividendes dans la monnaie de paiement effectif.

Titre VI.- Généralités

Art. 22. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, et l'article 209 des lois modifiées sur les sociétés commerciales ainsi que leurs modifications ultérieures, seront d'application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice toutefois commencera le jour de la constitution de la société pour prendre fin le 31 décembre 1999.

La première assemblée générale ordinaire se réunira en l'an 2000 pour délibérer sur les comptes arrêtés au 31 décembre 1999.

Souscription - Libération

Les statuts étant ainsi arrêtés, les actions ont été souscrites comme suit:

1.- Edmond Ries: cent soixante-quinze actions	175
2.- Marc Lamesch: cent soixante-quinze actions	175
Total: trois cent cinquante actions	350

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées intégralement en numéraire, de sorte que la somme de EUR 35.000,- (trente-cinq mille euros) se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par la présentation d'une attestation de blocage du montant de l'apport en numéraire, émise par une banque luxembourgeoise.

Déclaration - Evaluation des frais

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26 et 27 de la loi précitée concernant les sociétés et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant des frais, dépenses ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme de soixante-cinq mille francs luxembourgeois.

Réunion en assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les comparants, représentant l'intégralité du capital, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée nomme comme administrateurs pour une durée de 6 ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2005:

- 1.- Monsieur Edmond Ries, Expert-Comptable, demeurant à Bertrange.
- 2.- Monsieur Claude Schmitz, Conseil Fiscal, demeurant à Sandweiler.
- 3.- Monsieur Marc Lamesch, Expert-Comptable, demeurant à Schuttrange.

Deuxième résolution

Est nommée commissaire aux comptes pour une durée de 6 ans, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2005:

La société en commandite simple MONTBRUN FIDUCIAIRE, S.à r.l. ET CIE, S.e.c.s., ayant son siège à Luxembourg.

Troisième résolution

L'adresse de la société est fixée au 11, avenue Emile Reuter à L-2420 Luxembourg.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: E. Ries, M. Lamesch, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 12 août 1999, vol. 118S, fol. 90, case 5. – Reçu 14.119 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 1999.

J. Elvinger.

(40095/211/222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 1999.

ARILCO S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1319 Luxemburg, 147, rue Cents.

STATUTEN

Im Jahre neunzehnhundertneunundneunzig, den dreissigsten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Bettingen, im Amtssitze zu Niederanven.

Sind erschienen:

- 1.- Die Aktiengesellschaft LUXEMBOURG FINANCIAL SERVICES S.A. mit Sitz zu Luxemburg, hier vertreten durch zwei Verwaltungsratsmitglieder, Frau Gisèle Klein, Privatbeamtin, und Herrn Jeannot Mousel, Privatbeamter, beide wohnhaft zu Belvaux.
 - 2.- Die Gesellschaft LFS TRUST LIMITED, mit Sitz in Dublin, hier vertreten durch zwei Direktoren, Herrn Jeannot Mousel und Dame Gisèle Klein, vorgenannt.
- Vorgenannte Personen ersuchen den unterzeichneten Notar, die Satzungen einer von ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu dokumentieren.

Benennung - Sitz - Dauer - Gesellschaftszweck - Kapital

Art. 1. Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen, welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung ARILCO S.A. gegründet.

Art. 2. Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Grossherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann der Sitz der Gesellschaft an jede andere Adresse innerhalb des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder auch dieses Sitzes mit dem Ausland durch aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Diese einstweilige Massnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, die, unabhängig von dieser einstweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes, luxemburgisch bleibt.

Die Bekanntmachung von einer derartigen Verlegung hat durch die Organe zu erfolgen, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt sind.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft ist die Verwaltung, Erschliessung und Verwertung durch Verkauf, Tausch, Errichtung und jede andere Art von Immobiliargütern, sowie jede andere Tätigkeit, welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zusammenhängt oder denselben fördern kann, im In- und Ausland.

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (LUF 1.250.000,-), eingeteilt in einhundert (100) Aktien mit einem Nominalwert von zwölftausendfünfhundert Luxemburger Franken (LUF 12.500,-) pro Aktie.

Die Aktien sind Inhaber- oder Namensaktien.

Nach Wunsch der Aktionäre können Einzelaktien oder Zertifikate über zwei oder mehrere Aktien ausgestellt werden.

Die Gesellschaft kann zum Rückkauf ihrer eigenen Aktien schreiten, unter den durch das Gesetz vorgesehenen Bedingungen.

Unter den gesetzlichen Bedingungen kann ebenfalls das Gesellschaftskapital erhöht oder erniedrigt werden.

Verwaltung - Überwachung

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen, welche von der Generalversammlung für eine Dauer ernannt werden, die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Sie können von der Generalversammlung jederzeit abberufen werden.

Wird die Stelle eines Mitgliedes des Verwaltungsrates frei, so können die verbleibenden Mitglieder das frei gewordene Amt vorläufig besetzen.

Art. 7. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden. Der erste Vorsitzende wird von der Generalversammlung gewählt. Im Falle der Verhinderung des Vorsitzenden übernimmt das vom Verwaltungsrat bestimmte Mitglied dessen Aufgaben.

Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder auf Antrag von zwei Verwaltungsratsmitgliedern einberufen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, wobei ein Verwaltungsratsmitglied jeweils nur einen Kollegen vertreten kann.

Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Stimme auch schriftlich, fernschriftlich, telegrafisch oder per Telefax abgeben. Fernschreiben, Telegramme und Telefaxe müssen schriftlich bestätigt werden.

Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterschrieben ist, ist genauso rechtswirksam wie ein anlässlich einer Verwaltungsratssitzung gefasster Beschluss.

Art. 8. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit absoluter Stimmenmehrheit getroffen. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 9. Die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates werden von den in den Sitzungen anwesenden Mitgliedern unterschrieben.

Die Beglaubigung von Abzügen oder Auszügen erfolgt durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch einen Bevollmächtigten.

Art. 10. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz und durch die vorliegenden Satzungen der Generalversammlung vorbehalten ist.

Art. 11. Der Verwaltungsrat kann seinen Mitgliedern oder Dritten, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen, seine Befugnisse zur täglichen Geschäftsführung übertragen. Die Übertragung an ein Mitglied des Verwaltungsrates bedarf der vorhergehenden Ermächtigung durch die Generalversammlung.

Art. 12. Die Gesellschaft wird nach aussen verpflichtet durch die alleinige Unterschrift vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder durch die Einzelunterschrift eines im Rahmen der ihm erteilten Vollmachten handelnden Delegierten des Verwaltungsrates.

Art. 13. Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere von der Generalversammlung ernannte Kommissare überwacht, die ihre Zahl und ihre Vergütung festlegt.

Die Dauer der Amtszeit der Kommissare wird von der Generalversammlung festgelegt. Sie darf jedoch sechs Jahre nicht überschreiten.

Generalversammlung

Art. 14. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre. Sie hat die weitestgehenden Vollmachten, um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden. Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt mittels Einschreibebrief beziehungsweise im Falle der Einberufung einer zweiten Generalversammlung mittels Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung.

Art. 15. Die jährliche Generalversammlung tritt in Luxemburg an dem im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen und zwar am ersten Mittwoch des Monats Juni um 14.00 Uhr, das erste Mal im Jahre 2000.

Falls der vorgenannte Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Werktag statt.

Art. 16. Jeder Gesellschafter kann zu jedem Augenblick eine ausserordentliche Generalversammlung einberufen. Jede Aktie gibt ein Stimmrecht von einer Stimme, mit Ausnahme der gesetzlichen Einschränkungen. Die Stimmabgabe bei der Abstimmung anlässlich dieser ausserordentlichen Generalversammlungen kann per Prokura oder per Brief, Telex, Fax usw. erfolgen.

Art. 17. Jede ordentliche oder ausserordentliche Generalversammlung kann nur gültig über die Tagesordnung befinden, wenn alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind.

Falls ein oder mehrere Gesellschafter nicht anwesend oder vertreten sind, so muss eine zweite Generalversammlung einberufen werden.

Diese zweite Generalversammlung kann gültig über die gleiche Tagesordnung befinden, auch wenn ein oder mehrere Gesellschafter nicht anwesend oder vertreten sind, falls ihr durch den Verwaltungsrat nachgewiesen werden kann, dass der oder die nicht anwesenden Gesellschafter vom Verwaltungsrat mittels Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung, an der letzten, der Gesellschaft mitgeteilten Adresse einberufen worden sind.

Geschäftsjahr - Gewinnbeteiligung

Art. 18. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am 31. Dezember jeden Jahres; das erste Geschäftsjahr endet am 31. Dezember 1999.

Der Verwaltungsrat erstellt die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

Der Verwaltungsrat legt den Kommissaren die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung mit einem Bericht über die Geschäfte der Gesellschaft spätestens einen Monat vor der Jahresgeneralversammlung vor.

Art. 19. Der Bilanzüberschuss stellt nach Abzug der Unkosten und Abschreibungen den Nettogewinn der Gesellschaft dar. Von diesem Gewinn sind 5% (fünf Prozent) für die Bildung der gesetzlichen Rücklage zu verwenden; diese Verpflichtung wird aufgehoben, wenn die gesetzliche Rücklage 10% (zehn Prozent) des Gesellschaftskapitals erreicht.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Mit Zustimmung des Kommissars und unter Beachtung der diesbezüglichen Vorschriften kann der Verwaltungsrat Zwischendividenden ausschütten.

Die Generalversammlung kann beschliessen, Gewinne und ausschüttungsfähige Rücklagen zur Kapitaltilgung zu benutzen, ohne Durchführung einer Kapitalherabsetzung.

Auflösung - Liquidation

Art. 20. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter den gleichen Bedingungen gefasst werden muss wie die Satzungsänderungen.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, vorzeitig oder am Ende ihrer Laufzeit, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sind und die durch die Generalversammlung unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütungen ernannt werden.

Allgemeine Bestimmungen

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften sowie auf die späteren Änderungen.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaft erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und jedwelche Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf sechzigtausend Luxemburger Franken (LUF 60.000,-).

Kapitalzeichnung

Die einhundert (100) Aktien wurden wie folgt gezeichnet:

1.- Die Gesellschaft LUXEMBOURG FINANCIAL SERVICES S.A., vorerwähnt, fünfzig Aktien	50
2.- Die Gesellschaft LFS TRUST LIMITED, vorerwähnt, fünfzig Aktien	50
Total: einhundert Aktien	100

Sämtliche Aktien wurden zu hundert Prozent (100%) in bar eingezahlt, so dass der Gesellschaft ab heute die Summe von einer Million zweihundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (LUF 1.250.000,-) zur Verfügung steht, worüber dem Notar der Nachweis erbracht wurde.

Generalversammlung

Sodann haben die Erschienenen sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen betrachten, zusammengefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1.- Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird festgelegt auf drei; diejenige der Kommissare wird festgelegt auf einen.

2.- Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt für die Dauer von sechs Jahren:

- a) Die Gesellschaft LUXEMBOURG FINANCIAL SERVICES, mit Sitz in L-1319 Luxembourg, 147, rue Cents,
- b) Die Gesellschaft L.F.S. TRUST LIMITED, mit Sitz in Dublin 2, Irland,
- c) Die Gesellschaft ARBO TRUST LIMITED, mit Sitz in 2nd Floor / 3 Christchurch Square, Dublin 8, Irland.

3.- Zum Kommissar wird ernannt für die Dauer von sechs Jahren:

GRANT THORNTON REVISION & CONSEILS S.A. mit Sitz in L-1330 Luxembourg, 2, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

4.- Zum Vorsitzenden des Verwaltungsrates wird ernannt:

LUXEMBOURG FINANCIAL SERVICES S.A., vorgenannt, vertreten durch ihre statutarischen Repräsentanten.

Die Generalversammlung bestimmt, dass der Vorsitzende des Verwaltungsrates die Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift ohne finanzielle Beschränkung verpflichten kann.

5.- Der Gesellschaftssitz befindet sich in L-1319 Luxembourg, 147, rue Cents.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Niederanven, im Jahre, Monat und Tage wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung haben die vorgenannten Komparenten zusammen mit dem instrumentierenden Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: G. Klein, J. Mousel, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 10 août 1999, vol. 118S, fol. 85, case 11. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Kirsch.

Für gleichlautende Ausfertigung ausgestellt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Niederanven, den 20. August 1999.

P. Bettingen.

(40096/202/176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 1999.

NODLAM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 65.179.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 23 août 1999, vol. 527, fol. 92, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'Administration

Signatures

(40044/535/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 1999.

NODLAM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 65.179.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 28 juillet 1999 que

a) le mandat des administrateurs actuellement en fonction étant venu à échéance, a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2005;

b) Mademoiselle Gabriele Schneider, employée privée, demeurant à Luxembourg a été nommée nouveau commissaire aux comptes. Le mandat du commissaire nouvellement élu prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2005.

Luxembourg, le 20 août 1999.

Pour extrait conforme

Pour le Conseil d'Administration

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 1999, vol. 527, fol. 92, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(40045/535/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

NET CHANNEL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1023 Luxembourg, 8, rue Dicks.

Le conseil d'administration a constaté que le capital social souscrit de la société NET CHANNEL S.A., d'un montant de 1.250.000,- LUF, a été entièrement libéré à la date de la présente déclaration.

Luxembourg, le 17 août 1999.

Pour publication

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 18 août 1999, vol. 527, fol. 81, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(40040/766/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 1999.

STOREBRAND INTERNATIONAL INVESTMENT FUND, Fonds Commun de Placement.

The Board of Directors of STOREBRAND LUXEMBOURG S.A. (the «Management Company») has decided to amend the Prospectus and the Management Regulations of the STOREBRAND INTERNATIONAL INVESTMENT FUND (the «Fund») in order to reflect the following changes:

- a) termination, with effect from 17 September 1999, of the Custodian Agreement and the Investment Fund Service Agreement with BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A. as well as of the Registrar and Transfer Agent Agreement with FIRST EUROPEAN TRANSFER AGENT S.A.
- b) appointment, with effect from 17 September 1999, of CHASE MANHATTAN BANK (LUXEMBOURG) S.A. as new Custodian and Administration Agent for the Fund.
- c) change, with effect from 17 September 1999, of the reference currency of the Fund and of its Sub-Fund STOREBRAND SCUDDER ENVIRONMENTAL VALUE FUND from US Dollar into Euro.
- d) change of the minimum initial subscription for units of the STOREBRAND SCUDDER ENVIRONMENTAL VALUE FUND from US Dollar 5,000,000.- to Euro 5,000,000.- in respect of Class A, from US Dollar 500,000.- to Euro 500,000.- in respect of Class B and from US Dollar 5,000.- to Euro 5,000.- in respect of Class C.
- e) increase of the issuing fees to be paid in respect of the units of the STOREBRAND SCUDDER ENVIRONMENTAL VALUE FUND from 0.5 % maximum to 1 % maximum in respect of Class A, from 1.5 % maximum to 3 % maximum in respect of Class B and from 2.5 % maximum to 5 % maximum in respect of Class C.
- f) amendment of the provisions applicable to the redemption of units of the STOREBRAND SCUDDER ENVIRONMENTAL VALUE FUND in order to reflect the fact that a redemption fee of maximum 0.3 % of the Net Asset Value may be levied in favour of the Management Company.
- g) reduction of the period of time in which both the subscription price and the redemption price for units of the STOREBRAND SCUDDER ENVIRONMENTAL VALUE FUND have to be paid from 5 to 3 business days.
- h) increase of the period of time in which both the subscription price and the redemption price for units of the STOREBRAND INTERNATIONAL BOND FUND have to be paid from 2 to 3 business days.
- i) deletion of the provisions regarding the duty for the unitholders to bear any currency conversion costs arising in connection with the payment of the subscription price or the redemption price in a currency other than the reference currency of the relevant Sub-Fund. If the Management Company determines such other currencies in which the subscription price or the redemption price may be paid, the Net Asset Value of the relevant units will be rounded up or down to the next smallest customary currency unit. Any currency conversion costs arising in this respect shall be borne by the Fund. The Management Company shall endeavour that any currency risks to be borne by the Fund shall be covered to the largest possible extent by way of corresponding currency transactions.

Consequently to such changes, the existing Prospectus of the Fund, dated July, has been replaced by an updated Prospectus, dated October 1999, available at the registered office of the Fund.

In addition, the Management Regulations of the Fund have been amended in order to reflect the above changes, by virtue of an Amendment Agreement dated October 20, 1999 and which shall become effective as of November 29, 1999.

Luxembourg, November 4, 1999.

(04291/250/43)

By order of the Board of Directors of the Management Company.

CHEYENNE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 57.505.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 26 novembre 1999 à 15.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 1999.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Réélection des Administrateurs et du Commissaire.
5. Divers

I (03607/660/16)

Pour le Conseil d'Administration.

DAMIEN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 23.242.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 22 novembre 1999 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 juillet 1999.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nomination d'un Administrateur supplémentaire.
5. Divers.

I (03971/795/16)

Le Conseil d'Administration.

ANNABELLE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 23.502.

—
Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 22 novembre 1999 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 juillet 1997, 1998 et 1999.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (03972/795/16)

Le Conseil d'Administration.

ISLINE S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 25.443.

—
Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 22 novembre 1999 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1998
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Nomination d'un Administrateur supplémentaire
6. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
7. Divers

I (04033/795/19)

Le Conseil d'Administration.

BALTHAZAR HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 23.222.

—
Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 22 novembre 1999 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 juillet 1999
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nomination d'un Administrateur supplémentaire
5. Divers

I (04034/795/16)

Le Conseil d'Administration.

CLEMENCE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 23.859.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 22 novembre 1999 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 juillet 1997, 1998 et 1999
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nomination d'un Administrateur supplémentaire
5. Divers

I (04035/795/16)

Le Conseil d'Administration.

LECOD INVESTMENTS S.A., Société Anonyme Holding.

Registered office: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 36.335.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on November 23, 1999 at 9.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at June 30, 1999
3. Ratification of the co-option of a Director
4. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
5. Appointment of an additional Director
6. Miscellaneous.

I (04036/795/17)

The Board of Directors.

SOGESPRIV HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 28.593.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 23 novembre 1999 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 1999
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Décharge spéciale aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour la période du 1^{er} juillet 1999 au jour de l'assemblée
5. Acceptation de la démission de tous les Administrateurs et du Commissaire aux Comptes et nomination de leurs remplaçants
6. Dénonciation du siège social
7. Divers.

I (04037/795/20)

Le Conseil d'Administration.

INTERNATIONAL PAINT ASSOCIATION S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 13.388.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 23 novembre 1999 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1998
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nomination d'un Administrateur supplémentaire
5. Divers

I (04038/795/16)

*Le Conseil d'Administration.***SITARO S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 19.301.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 24 novembre 1999 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 1999
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Divers

I (04039/795/16)

*Le Conseil d'Administration.***THEMALUX S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 26.099.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 22 novembre 1999 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du commissaire à la liquidation
2. Décharge à donner au liquidateur et au commissaire à la liquidation
3. Décharge au Conseil d'Administration et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leurs mandats jusqu'au jour de la mise en liquidation de la société
4. Clôture de la liquidation
5. Indication de l'endroit où les livres et documents de la société ont été déposés et vont être conservés pour une durée de cinq ans.

I (04170/795/18)

*Le Conseil d'Administration.***UZES, Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 56.990.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 23 novembre 1999 à 16.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 1999.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Conversion du capital social en Euros.
7. Divers.

I (04198/029/20)

Le Conseil d'Administration.

CALIM INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 16.181.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 6 décembre 1999 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 4 octobre 1999 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (04209/795/15)

Le Conseil d'Administration.

EUROPEAN MONEY MARKET, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

ASTROBAL, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

Les conseils d'administration de EUROPEAN MONEY MARKET et de ASTROBAL, (ci-après les «Sociétés») ont décidé de fusionner leurs Sociétés avec effet au 27 décembre 1999. La fusion s'opérera par absorption de EUROPEAN MONEY MARKET BEF par ASTROBAL suivant le projet de fusion qui a été publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations du 22 octobre 1999.

ASTROBAL, la société absorbante, restera une société d'investissement à capital variable de droit luxembourgeois, constituée selon la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales et de la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif soumise aux dispositions de la Partie I de cette loi.

Les conseils d'administration des Sociétés considèrent que cette décision est nécessaire dans la mesure où la fusion des Sociétés permettra de rationaliser les procédures administratives et de gestion et ainsi de réduire le coût de fonctionnement des Sociétés en les regroupant sous une seule entité juridique, capable d'accueillir tous les compartiments existant actuellement dans les Sociétés.

ASTROBAL comportera à la date de la fusion cinq compartiments offrant aux actionnaires des Sociétés une plus grande diversité dans le choix des investissements et davantage de flexibilité lors du passage d'un compartiment à un autre.

La fusion aura les incidences suivantes sur les sociétés concernées:

a) **ASTROBAL**

La fusion se traduira par le lancement du compartiment ASTROBAL «SHORT TERM EURO» dans la société absorbante.

Les actionnaires ne seront pas appelés à se prononcer sur la fusion par absorption, à moins que 5% des actionnaires ne le requièrent aux termes de l'article 264 c) de la loi sur les sociétés commerciales.

b) **EUROPEAN MONEY MARKET**

Le compartiment existant dans EUROPEAN MONEY MARKET à savoir EUROPEAN MONEY MARKET BEF sera absorbé par le compartiment ASTROBAL «SHORT TERM EURO».

EUROPEAN MONEY MARKET est une Sicav régie par la partie II de la loi du 30 mars 1988 alors que le seul compartiment existant, EUROPEAN MONEY MARKET BEF, a comme politique d'investissement d'investir au moins 20% de ses avoirs en instruments du marché monétaire. La fusion aura pour effet une modification de la politique d'investissement du compartiment existant de EUROPEAN MONEY MARKET en ce sens que le compartiment ASTROBAL «SHORT TERM EURO» investira principalement en valeurs mobilières représentatives de créances libellées dans les devises qui ont participé à l'Union Monétaire au 1^{er} janvier 1999 et en Euro, à condition que les valeurs sélectionnées répondent à une des conditions suivantes:

- au moment de leur acquisition par le compartiment, leur échéance initiale ou résiduelle ne dépasse pas, compte tenu des instruments financiers y relatifs, 12 mois;
- en vertu de leurs conditions d'émission, leur taux d'intérêt fait l'objet d'une adaptation au moins annuelle en fonction des conditions du marché.

Dans le contexte de cette fusion, les actionnaires de EUROPEAN MONEY MARKET (ci-après la «Société») sont par la présente convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 23 novembre 1999 à 14.00 heures à L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Approuver la fusion par absorption de la Société avec ASTROBAL, une société d'investissement à capital variable constituée sous les lois du Luxembourg et régie par la partie I de la loi du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif et ayant son siège social au 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg après avoir entendu.

(i) le rapport du conseil d'administration qui explique et justifie le projet de fusion publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg, le 22 octobre 1999,

(ii) le rapport du réviseur qui est établi conformément à l'article 266 du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales préparé par EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG),

et sous réserve de l'approbation dudit projet de fusion par l'assemblée des actionnaires de ASTROBAL, s'il y a lieu, d'approuver ce projet de fusion comprenant l'attribution d'actions des classes concernées dans ASTROBAL en échange du transfert de tous les actifs et passifs attribuables à chacune des classes d'actions de la Société à la classe d'actions correspondante établie dans ASTROBAL (tel que plus amplement décrit ci-après);

Les avoirs du compartiment EUROPEAN MONEY MARKET BEF seront transférés au compartiment ASTROBAL «SHORT TERM EURO» en échange d'actions de la même classe de ce compartiment;

Le rapport d'échange pour les actions de la classe A et de la classe B du compartiment EUROPEAN MONEY MARKET BEF est d'une action de la classe correspondante dans le compartiment ASTROBAL «SHORT TERM EURO» pour une action dans l'ancien compartiment;

de décider que, suite à l'émission des actions des compartiments concernés dans ASTROBAL aux actionnaires de la Société, toutes les actions de la Société en émission seront annulées et que la Société sera dissoute;

d'approuver que toutes les mesures seront prises par le conseil d'administration de ASTROBAL pour l'exécution du projet de fusion qui devra devenir effectif le 27 décembre 1999;

Les documents suivants sont à la disposition des actionnaires pour inspection et des copies peuvent être obtenues gratuitement au siège social de la Société et au siège social de ASTROBAL:

1. le projet de fusion;
2. les comptes annuels de la Société et de ASTROBAL pour les trois derniers exercices;
3. les derniers rapports semi-annuels de la Société et de ASTROBAL;
4. les états comptables de la Société et de ASTROBAL au 29 septembre 1999 conformément à l'article 266 du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. les rapports des conseils d'administration de la Société et de ASTROBAL;
6. le rapport de EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG) relatif au projet de fusion.

Conditions de quorum, de vote et de participation à l'assemblée générale extraordinaire

Les actionnaires des Sociétés sont informés, que:

1) Un quorum de 50% des actions en émission est nécessaire pour que l'assemblée générale extraordinaire puisse délibérer valablement et les résolutions sont approuvées par une majorité des 2/3 des actions présentes ou représentées à l'assemblée générale extraordinaire.

2) Au cas où le quorum n'est pas atteint à l'assemblée générale extraordinaire, une nouvelle assemblée est convoquée qui pourra délibérer valablement quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées et les décisions pourront être prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées.

3) Un actionnaire peut participer et voter en personne à l'assemblée ou peut nommer un mandataire pour participer et voter en son nom. Ce mandataire n'a pas besoin d'être actionnaire de la société. Les procurations peuvent être obtenues au siège de la société.

4) Afin de participer à l'assemblée générale extraordinaire, les détenteurs d'actions au porteur devront déposer leurs actions cinq jours ouvrables avant l'assemblée auprès de la STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A., 47, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg ou de la BANQUE NAGELMACKERS 1747 S.A., 23, avenue de l'Astronomie, B-1210 Bruxelles.

5) Les actionnaires des Sociétés sont informés que le prospectus de ASTROBAL dans sa teneur après fusion est mis à la disposition des actionnaires à la BANQUE DE LUXEMBOURG.

6) Suite à l'opération de fusion, les détenteurs de certificats représentatifs d'actions de l'une ou de l'autre catégorie d'actions devront déposer leurs certificats à la BANQUE DE LUXEMBOURG, Luxembourg ou à la BANQUE NAGELMACKERS 1747, Bruxelles pour être échangés contre des actions de ASTROBAL «SHORT TERM EURO».

7) Jusqu'au 22 novembre 1999, les actionnaires du compartiment EUROPEAN MONEY MARKET BEF peuvent demander le remboursement de leurs actions sans application d'un droit de sortie.

I (04214/755/102)

COMPAGNIE INTERNATIONALE FINANCIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 36.472.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 26 novembre 1999 à 14.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

- 1 Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- 2 Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 1998;
- 3 Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
- 4 Question de la dissolution anticipée de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915;
- 5 Transfert du siège;
- 6 Divers.

I (04249/595/17)

Le Conseil d'Administration.

FABUREA HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 23.712.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra extraordinairement le mercredi 24 novembre 1999 à 16.00 heures au siège social avec pour:

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration;
- Rapport du commissaire aux comptes;
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998 et affectation des résultats;
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (04288/755/18)

Le Conseil d'Administration.

LLOYDS AMERICAS ASSET MANAGEMENT, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2519 Luxembourg, 1, rue Schiller.
R. C. Luxembourg B 56.223.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of LLOYDS AMERICAS ASSET MANAGEMENT, SICAV will be held at the registered office in Luxembourg, 1, rue Schiller, on Tuesday 16 November 1999 at 10.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the reports of the Board of Directors and of the Authorized Independent Auditor;
2. Approval of the annual accounts as at 31 May 1999 and allocation of the net results;
3. Discharge to the Authorized Independent Auditor for the financial period ended 31 May 1999;
4. Election of the Authorized Independent Auditor for the new financial year;

The resolutions on the agenda of the Annual General Meeting will require no quorum and will be passed by the majority of the votes expressed by the Shareholders present or represented at the Meeting.

II (04149/755/18)

The Board of Directors.